



**HAL**  
open science

# Les gouvernements démocratiques en Espagne depuis 1975

Matilde Alonso, Elies Furio Blasco, Christel Birabent-Camarasa

► **To cite this version:**

Matilde Alonso, Elies Furio Blasco, Christel Birabent-Camarasa. Les gouvernements démocratiques en Espagne depuis 1975. 2007. halshs-00130245

**HAL Id: halshs-00130245**

**<https://shs.hal.science/halshs-00130245>**

Preprint submitted on 10 Feb 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les gouvernements démocratiques en Espagne depuis 1975

Matilde Alonso Pérez  
Université Lyon 2  
86 rue Pasteur  
69007 Lyon  
[matilde.alonso@univ-lyon2.fr](mailto:matilde.alonso@univ-lyon2.fr)

Elies Furió Blasco  
Université Jean Moulin - Lyon 3  
6, cours Albert Thomas  
69355 Lyon  
[furio@univ-lyon3.fr](mailto:furio@univ-lyon3.fr)

Christel Birabent-Camarasa  
Université Jean Moulin - Lyon 3  
6, cours Albert Thomas  
69355 Lyon  
[birabent@univ-lyon3.fr](mailto:birabent@univ-lyon3.fr)

## Résumé

Les trente dernières années représentent une période clé pour l'Espagne contemporaine. Ce furent des années de grands bouleversements, tant politiques, sociaux, qu'économiques. Dès 1975, on passe d'une Espagne autoritaire, dirigée par les dernières flammes du franquisme, à une Espagne démocratique et ouverte. Ce travail étudie les étapes politiques de la démocratie espagnole.

## Mots clés

Espagne ; politique ; démocratie ; transition ; PSOE ; PP ; Communautés autonomes

## Resumen

Los últimos treinta años representan un periodo clave para España. Han sido años de grandes transformaciones políticas, económicas y sociales. Desde 1975, España pasa de ser un país autoritario a ser una sólida democracia parlamentaria. Este trabajo estudia las etapas políticas de la democracia española.

## Palabras clave

España; política; democracia; transición; PSOE; PP; CC AA

*« L'Espagne jouit, depuis deux siècles, d'un singulier privilège, celui d'être considéré à la fois comme une puissance éminemment européenne, participant par sa culture et son histoire à l'évolution de l'Europe occidentale, et celui d'être considéré comme un pays en marge, objet de curiosité et d'étonnement pour les Occidentaux »* (Temine, Broder et Chastagnaret, p 5).

Ces propos étaient très justes car en 1979, date de publication de cet ouvrage, l'Espagne est encore un pays proche de l'Europe occidentale et, en même temps lointain. Un pays dont on se forge une image exotique à travers une légende tenace, qui explique le mélange anachronique des souvenirs de la domination maure, des bûchers de l'Inquisition et des tourmentes politiques. La vision de l'Espagne pour de nombreuses générations d'Anglais et de Français a été une vision littéraire, faite des clichés entretenus par ceux qui ont aimé et fréquenté la péninsule ibérique, comme Hemingway ou Gautier.

Des clichés auxquels ont également participé les scientifiques sociaux de tout bord, incapables, comme observe A.O. Hirschman, de surmonter leurs *paradigmes d'analyse*, où ils se sont confortablement installés, et de reconnaître le changement social subtil qui est en mouvement.

Cependant, l'Espagne de ces années est en pleine mutation et elle a déjà pris le train de la modernisation. La société nouvelle se profile et elle aspire à un « mieux-être immédiat ». L'échec de la continuité avec l'assassinat de Carrero Blanco le 20 décembre 1973 sera un signe de plus pour ces changements. Une fois mort Franco et avec l'avènement du Roi Juan Carlos, l'évolution de la politique sera rapide. Les observateurs ont eu, à l'époque, peur de présenter un tableau trop optimiste de l'Espagne et ont insisté sur les poids du passé « qui n'est pas encore mort ». Cette peur était justifiée comme on a pu le constater le 23 février de 1981, avec la tentative de coup d'Etat. Cependant, la démocratie espagnole va prendre dans cette société qui l'avait attendue si longtemps.

Depuis cette époque, l'Espagne est passée du mythe du retard au mythe de la modernisation politique, économique et sociale.

D'un point de vue politique, la transition espagnole reste une référence pour les changements de régime. Voilà, l'Espagne érigé en *modèle de transition vers la démocratie*. Dès le début des années quatre-vingt, l'exemple espagnol a servi d'inspiration, voire de guide, à de nombreux observateurs et analystes des événements intervenus à l'Est de l'Europe au lendemain de la chute du mur de Berlin, renforçant l'influence internationale d'un modèle largement diffusé en Amérique latine.

Sur le plan économique, l'Espagne est reconnue par ses performances remarquables depuis une dizaine d'années. Avec une croissance forte, l'Espagne a accéléré la convergence avec les pays les plus performants. L'écart du niveau de vie espagnol avec la moyenne de la zone euro est passé de 21 points en 1997 à 7 points en 2006. L'écart avec les pays de l'OCDE est encore plus restreint : le PIB par habitant, ajusté selon le pouvoir d'achat, était de 24 500 dollars en Espagne en 2003, contre une moyenne OCDE légèrement supérieure à 26 000 dollars. L'assainissement budgétaire, la baisse des taux d'intérêt due à la monnaie unique, les réformes structurelles menées depuis le milieu des années 90 et la brusque poussée de l'immigration ont créé un cercle vertueux de hausse rapide de l'activité, soutenue par une forte création d'emplois.

**Sur le plan social, l'Espagne est devenue le quatrième pays au monde à autoriser le mariage homosexuel après les Pays-Bas, la Belgique et le Canada. Un pays ouvert et moderne qui est loin de l'image d'une « España reserva espiritual de Occidente » si chère au franquisme.**

## 1 INTRODUCTION

Les trente dernières années représentent une période clé pour l'Espagne contemporaine. Ce sont des années de grands bouleversements, tant politiques, sociaux, qu'économiques. Dès 1975, on passe d'une Espagne autoritaire, dirigée par les dernières flammes du franquisme, à une Espagne démocratique et ouverte.

Cette période est marquée par trois moments politiques forts. Le premier, celui de la période de transition démocratique espagnole, débute avec la mort en décembre 1975 de l'ancien Chef d'Etat, le Général Franco, et perdure jusqu'en 1982, année de la victoire du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) aux élections. Le franquisme avait l'intention de conserver « la situation bien en main », permettant ainsi de garantir la survie du régime, mais la mort de Franco et l'évolution de la société espagnole vont permettre d'ouvrir la voie à tout un processus de changements et de réformes. Changement de régime politique, d'abord. L'Espagne va passer d'un régime dictatorial à une démocratie sous la forme d'une monarchie parlementaire. Réforme également, puisque le changement s'appuiera sur les structures politiques existantes du régime franquiste.

L'opposition politique au franquisme ainsi qu'une partie de la classe politique provenant des rangs mêmes du franquisme ont donné une grande valeur politique aux aspirations de liberté et de démocratie du peuple espagnol. Ceci a justifié certains renoncements en matière idéologique de la part des deux parties prenantes. Ensemble, elles se sont mises en quête d'un cadre institutionnel pouvant garantir une vie démocratique, libre et en paix. Dès le début, la dictature franquiste avait été marquée par les affrontements et la violence. La transition politique, quant à elle, allait oeuvrer en faveur du dialogue et du consensus. Les *Pactos de la Moncloa* de 1977, la Constitution Espagnole de 1978, ainsi que l'autonomie des régions, qui reconnaît la pluralité nationale de l'Etat espagnol, sont sans aucun doute les fruits les plus importants du consensus de la transition démocratique. Adolfo Suárez, a eu, en grande partie, la lourde responsabilité de diriger les gouvernements de cette période.

David Ruiz (2002) observe, cependant que malgré tout les efforts déployés, l'ensemble des secteurs politiques et sociaux de l'Espagne d'alors n'étaient pas disposés à renoncer à leurs privilèges et à leur idéologie. On prendra l'exemple de la démission d'Adolfo Suarez en personne et, surtout, des tentatives de coup d'Etat qui marquent le pays à cette époque. La tentative la plus connue est celle de 1981, lorsqu'un groupe de *Guardias Civiles* fait irruption à la Chambre des Députés et les chars sortent dans les rues de Valence.

L'année 1982 marque le début d'une autre période clé. La victoire électorale du PSOE signifie le retour de la gauche politique au pouvoir en Espagne, dont elle avait été absente depuis la II<sup>e</sup> République<sup>1</sup>. Le programme électoral qui a permis au PSOE d'arriver au pouvoir était en faveur du changement mais, il faut signaler que l'exercice

---

<sup>1</sup> II<sup>e</sup> République espagnole : du 14 avril 1931 au 1<sup>er</sup> avril 1939.

du gouvernement s'est fait avec beaucoup de pragmatisme et de renoncement à certaines propositions électorales. Plus encore que le non respect de certaines promesses électorales, le PSOE finira par être sanctionné par les urnes suite à son incapacité à éradiquer et à punir la corruption politique et l'utilisation à des fins privées des mandats politiques.

Entre 1982 et 1996, le Parti Socialiste fait la preuve que la gauche pouvait gouverner le pays et parvenir à des accords avec les différents acteurs de la société, y compris les groupes de pression. En 1996, la tenue de nouvelles élections donne au *Partido Popular* la responsabilité de former un gouvernement. Une grande partie de la société espagnole s'est alors demandée si le pays disposait d'une droite politique capable de gouverner une Espagne démocratique et autonomiste. Les gouvernements de José María Aznar ont permis de répondre de façon positive à ces questions.

Ce travail reprend les éléments essentiels de ces trois périodes de la vie politique espagnole récente. La deuxième section analyse la période de transition politique en Espagne, entre 1975 et 1982. La troisième étudie les caractéristiques des différents gouvernements socialistes. La quatrième section, reprend, quant à elle, les éléments les plus importants de l'action gouvernementale de José María Aznar, entre 1996 et 2000. La dernière partie fait allusion au gouvernement socialiste du cinquième président de la démocratie espagnole, José Luis Rodríguez Zapatero.

## 2 LA TRANSITION DEMOCRATIQUE

La période qualifiée de Transition débute après la mort de Francisco Franco en 1975. Elle représente le processus de changement de régime politique le plus complexe, le plus singulier et le plus exemplaire de l'histoire politique contemporaine espagnole.

Deux jours après la mort du dictateur, le Prince Juan Carlos de Borbón y Borbón est proclamé roi d'Espagne, conformément aux dispositions prises par Franco en 1969. Arias Navarro, qui avait été nommé Président du Gouvernement par Franco en 1973 après l'assassinat de Carrero Blanco, est confirmé dans ses fonctions de Président du premier gouvernement de Juan Carlos I. Il s'agissait alors d'un gouvernement composé majoritairement de ministres franquistes (le général de Santiago), « phalangistes » (Manuel Fraga, José Solís, Martín Villa) et monarchistes (Leopoldo Calvo Sotelo, José María de Areilza). Au plan national, pour les principales organisations de l'opposition, telles que le Parti Communiste Espagnol (PCE) et le syndicat *Comisiones Obreras* (CCOO – syndicat à tendance communiste), ce gouvernement était très clairement franquiste. Au plan international, et notamment européen, ce premier gouvernement sans Franco jouissait de plus de crédibilité. Après la mort de Franco, l'Espagne vécut une grande agitation, presque spontanée et effrénée, encouragée par le syndicat CCOO, alors illégal, mais qui avait obtenu une grande représentation lors des élections syndicales de 1975. Cette date marquera la fin des élections syndicales organisées par la cellule franquiste appelée *Organización Sindical Española*.

De son côté, l'opposition politique s'est organisée. D'un côté, le groupe le plus dynamique et le plus connu à l'époque est la *Junta Democrática*, formée à l'initiative du PCE en 1974 et qui comprend outre le parti de Carrillo, les Socialistes populaires de Tierno Galvan, un professeur universitaire très respecté, et des personnalités indépendantes, tel l'ancien directeur du journal *Madrid*, Calvo Serer, resté membre de l'Opus Dei, mais rallié à Juan Carlos. D'un autre côté, la *Convergencia Democrática*, créée en 1975 et dominée par el PSOE et l'UGT et réunit les opposants hostiles aux

communistes dans un ensemble hétéroclite allant des Carlisme aux Trotskistes. Cette opposition remet en cause l'ouverture du gouvernement d'Arias Navarro et préfère les initiatives citoyennes comme mode d'action. Elle considère que seule la rupture par rapport au passé et l'amnistie totale permettront la mise en place d'une véritable démocratie.

Ces premiers jours quelque peu agités entraînent une certaine désorganisation au sein du gouvernement, et Arias Navarro promet de rester fidèle à ses origines. Il propose néanmoins d'oeuvrer en faveur d'une démocratie «à l'espagnole», en excluant les communistes et les séparatistes de toute participation à la vie politique. Le tout, dans la plus grande confusion et sans aucun calendrier. L'annonce d'Arias Navarro déçoit l'opposition et permet l'arrivée sur la scène politique du courant ultra-franquiste dirigé par José Antonio Girón de Velasco, un ancien ministre du Travail des années quarante lors de l'autarcie, qui se considère à lui-même comme le dépositaire du testament du Caudillo.

Les conflits sociaux s'étendent et atteignent des sommets. Le Ministre de la Police, qui sera par la suite appelé le Ministre de l'Intérieur, Manuel Fraga, rétorque avec une répression policière sévère à Madrid, en Catalogne, au Pays Basque et à Valence. Ces échauffourées se soldent par des morts et des dizaines de blessés, tous ouvriers. Les mobilisations se transforment en grève générale. Elles acquièrent alors un contenu politique fort et sont suivies par une grande partie de la population.

Le gouvernement d'Arias perd toute sa crédibilité d'ouverture contrôlée et finit par renforcer l'unité de l'opposition politique démocratique qui en même temps organise de nombreuses manifestations non autorisées. Par ailleurs, les forces démocratiques évoluent, à la demande du Parti Socialiste et des démocrates-chrétiens, vers des positions de négociation face à la mobilisation des masses contre le gouvernement. Voici donc le nouveau panorama de l'opposition espagnole, dans lequel le Parti Communiste se voit dans l'obligation de redéfinir sa stratégie, pour ne pas être mis en marge du processus par les actions des socialistes et de leurs alliés démocrates-chrétiens et nationalistes. Une rapide évolution qui permet le rapprochement des coalitions d'opposants et un protocole d'accord signé en 1976 sur un programme minimum d'amnistie totale, liberté politique et réforme constitutionnelle profonde. L'opposition décide alors, d'agir ensemble sous le signe de la *Convergencia Democrática*. La nouvelle instance unitaire, *Coordinación Democrática*, est donc composée de la *Junta Democrática*, et de la *Convergencia Democrática*.

En 1976, Arias Navarro présente au Roi sa démission de sa charge de Président du Gouvernement. C'est une décision que le monarque attendait avec impatience, à en juger par les déclarations qu'il avait faites au magazine nord-américain *Newsweek*, où il qualifiait l'action politique d'Arias de «véritable désastre». Le changement démocratique semblait finalement évident. Il était mené par la voie réformiste de la *Convergencia* socialiste avec le soutien de la Monarchie, et grâce au rôle d'intermédiaire joué par le successeur d'Arias Navarro, Adolfo Suárez.

Toute la période comprise entre la démission d'Arias et le référendum pour l'adoption de la Constitution de 1978 est politiquement très intense. La politisation des masses et des classes populaires est porteuse de grands espoirs de changement. L'immense majorité de la population aspire au retour des libertés et à la mise en place d'une société occidentale moderne.

L'objectif du nouveau Président du gouvernement, Adolfo Suárez, est de lancer la réforme politique avec le soutien de la population, afin de parvenir à une transition

vers la démocratie politique, tout en préservant les intérêts corporatistes civils et militaires du régime et les intérêts économiques des classes dominantes. On partira pour ce faire du cadre légal en vigueur, symbolisé par la continuité de la monarchie, dotée d'une structure démocratique.

Au début, le projet de réforme de Suárez est rejeté. Le nouveau gouvernement ne dispose ni de la confiance de l'opposition démocratique, ni de celle des franquistes. Malgré ces incertitudes, Suárez parviendra à ses fins aux *Cortes* (le Parlement) et au Conseil d'Etat grâce à l'aide de l'ancien précepteur du prince Juan Carlos, Torcuato Fernández Miranda. Le nouveau cabinet ministériel octroie l'amnistie politique pour tout délit d'association et d'opinion et adopte, avec une immense majorité, la Loi de la Réforme politique (425 votes pour, 59 contre et 13 abstentions). Avec l'avènement de la démocratie, les Députés (*Procuradores*) réticents se voient promettre une nomination spéciale du monarque au Sénat s'ils ne parviennent pas à être élus sur les bancs de l'Assemblée. Il y eut pléthore de pactes, de transactions et d'accords, tant individuels que de groupes, qui aboutirent à la transformation de ce Parlement franquiste. L'opportunisme a mené environ 200 franquistes à intégrer les rangs de l'*Alianza Popular*, le nouveau parti conservateur dirigé par l'ancien ministre Manuel Fraga Iribarne. Il s'agissait d'une formation politique composée en vue d'entrer dans la compétition électorale. Seule une poignée d'hommes politiques, avec Blas Piñar à leur tête, a choisi la bannière franquiste, souhaitant rester "fidèle" aux principes du *Movimiento Nacional* et ériger la restauration de l'idéologie politique du dictateur.

La Loi de Réforme Politique, préalablement négociée avec l'opposition pour certains aspects essentiels tels que la permanence de la monarchie, est soumise à référendum. On atteint 77,7% de participation au vote : 94,1% se prononcent en faveur du "Oui" et 2,6% pour le "Non". Ce résultat représente une grande victoire pour le gouvernement Suárez et le confirme comme l'homme de la situation, celui qui incarne l'initiative politique du changement. Pour l'opposition, le taux de participation élevé ainsi que le résultat très favorable sont des données peu confortables, car inattendues. De plus, elles mettent en lumière certaines faiblesses stratégiques de la *Platajunta*, nouvelle coalition formée par les partis de l'opposition, qui prônait, sans aucune conviction ni aucun argument de fondement social, l'abstention lors des élections<sup>2</sup>. Politiquement, ces résultats ont cependant démontré un énorme échec des partisans de la continuité d'un franquisme « pur et dur ». En effet, seuls 2,6% des voix exprimaient l'envie de voir perdurer le système franquiste.

Le résultat du référendum donnait aux réformistes l'initiative du changement vers la démocratie. Ceci a posé certaines difficultés à l'opposition du PCE, et beaucoup moins à la toute nouvelle direction du PSOE. En effet, lors du XXVII Congrès de Suresnes<sup>3</sup>, les socialistes renoncent au fédéralisme en faveur de l'autonomisme, afin d'être plus en harmonie avec la requête des nouvelles organisations régionales réunies en une Fédération des partis socialistes, menée par la branche catalane. C'est la raison pour laquelle Felipe González (le Secrétaire Général du PSOE) déclare après le référendum que l'opposition politique, dans son ensemble, doit dépasser la politique des clivages (il fait clairement référence au PCE) si elle souhaite ne pas être exclue du projet gouvernemental qui garantit la tenue d'élections démocratiques à court terme.

---

<sup>2</sup> Le PCE a démontré son ingéniosité lorsqu'il a démasqué les nouveaux réformateurs franquistes en appelant à l'abstention : "parce que si tu votes oui, ils restent, et si tu votes non, ils ne s'en vont pas".

<sup>3</sup> Congrès de Suresnes : Réunion des socialistes espagnols d'Espagne et en exil. Pour la première fois, lors de ce 27e congrès, les socialistes espagnols de l'intérieur prennent le secrétariat général.

Cette tournure est une démonstration des grandes transformations de la société espagnole car pendant les 40 ans de dictature, les dirigeants politiques de la génération qui a fait la guerre civile ont dominé le discours anti-franquiste, souvent de l'exil. Mais pendant ces années, la « rupture » avec le régime, a peu à peu changé pour les opposants au franquisme, d'abord, avec la politique de « reconciliación nacional » du PCE et ensuite avec le renouveau idéologique du PSOE sorti du Congrès de Suresnes. En fait, la majorité de partis, et surtout les plus importants, vont adhérer aux principes de la démocratie pluraliste. En ce qui concerne, la nouvelle génération de technocrates qui est au pouvoir, elle accepte les contraintes de l'ouverture de l'économie espagnole et le libéralisme économique.

Cependant, la Transition exacerbe les tensions en Espagne, notamment dans les hautes sphères du pouvoir, tout particulièrement l'Armée et la police, qui sont farouchement opposées à la légalisation du PCE, ce qui entraîne de graves confrontations. Janvier 1977 ouvre la voie de la violence avec le « Massacre d'Atocha ». Un groupe d'individus liés à la *Falange* et au *Sindicato Vertical* passe neuf personnes (huit avocats et un concierge) par les armes alors qu'elles étaient en train de travailler dans un cabinet d'avocats de *Comisiones Obreras* spécialisés en droit du travail. Le bilan est lourd : cinq des neuf personnes mourront et les autres sont gravement blessées. Les militants des CCOO et du PCE ne répondent pas à la provocation de leurs agresseurs et font le pari de la démocratie. L'ordre et la discipline dont font preuve les communistes lors de l'immense manifestation à laquelle donna lieu l'enterrement des victimes forcent l'admiration et le respect.

La volonté de changement pacifique manifestée par les CCOO et le PCE ne peut pas effacer une tension très vive. En effet, la « semaine noire » de la Transition fut le théâtre d'autres événements dramatiques : l'ETA organise un attentat qui coûte la vie à un travailleur salarié, le GRAPO (Groupe Armé du Premier Octobre) prend en otage le Président du Conseil Supérieur de Justice Militaire et assassine deux policiers, et enfin, une étudiante militante d'extrême gauche est tuée lors d'une manifestation.

Malgré tout, ce contexte difficile ne parvient pas à freiner la dynamique de la démocratie en Espagne. Suárez décrète une nouvelle amnistie, il supprime le Movimiento Nacional franquiste et il légalise le Parti Communiste au moment des fêtes de Pâques de 1977. Sa décision fut capitale; elle comportait également une certaine dose de risque. Mais, contre toute attente, elle ne provoque pas beaucoup de remous : le Ministre de la Marine démissionne et le Conseil Supérieur des Armées proteste de façon officielle. Dans le cadre de ce dernier événement, les généraux font contre mauvaise fortune bon coeur et prennent acte, dans l'ordre, de la décision du président. De son côté, Fraga Iribarne, président de l'Alianza Popular, déclare que la légalisation du PCE était un coup d'Etat. Pour Suárez, la légalisation du PCE balaye définitivement les réserves qui pouvaient encore subsister dans les rangs de l'opposition démocratique quant à la sincérité de son projet de changement.

En échange de sa légalisation et de la possibilité de figurer aux côtés de l'immense majorité des partis dans le nouveau registre des Associations Politiques ouvert un mois avant, le PCE prend un engagement lourd de sens : le parti s'engage à accepter le régime monarchique et à renoncer à son projet de gouvernement constituant et républicain. Deux semaines plus tard, les organisations syndicales démocratiques et de classes sont légalisées, et parmi elles les CCOO. L'Organización Sindical Española de la dictature disparaît alors officiellement. Dans le même temps, on assiste à la reconversion pacifique de plus de 30.000 fonctionnaires du régime franquiste dans la

nouvelle administration. L'ensemble des moyens de communication du régime est saisi. Il est composé de 39 journaux, 40 stations de radio, 10 revues et une agence de presse, qui appartenaient jusqu'alors à la *Prensa y Radio del Movimiento*, la presse et la radio franquistes, l'appareil de propagande du régime.

Le 13 mai, après 38 années d'exil, Dolores Ibárruri, la Pasionaria, une grande figure politique de la République, est de retour à Madrid. Le lendemain, Don Juan de Borbón renonce à ses droits dynastiques à la Couronne d'Espagne en faveur de son fils, Juan Carlos I. En juin, le Gouvernement Républicain en exil s'autodissout. Ceci permet de tourner symboliquement la page sur les affrontements du passé et de normaliser le nouveau climat de réconciliation qui règne pendant les semaines précédant les premières élections libres.

Les premières élections démocratiques ont lieu le 15 juin 1977, après avoir trouvé une solution à la légalisation du PCE<sup>4</sup>. Les meetings de campagne sortent des locaux traditionnels et investissent les arènes, les stades et les terrains de football lors des interventions des figures les plus emblématiques des principaux partis : Dolores Ibárruri, Santiago Carrillo, Adolfo Suárez, Felipe González ou le poète Rafael Alberti (pour le PCE). Dès le début l'*Unión de Centro Democrático* (UCD), le parti du Président, profite de son contrôle de la télévision et des autres médias, ainsi que du soutien financier des grandes banques.

La participation aux élections s'élève à 78%. La victoire va à l'UCD, la coalition menée par Adolfo Suárez avec un programme de réformes (34,5% des voix exprimées). Le PSOE remporte 29,3% des voix. Il prend donc la deuxième place et devient la principale alternative au pouvoir. Cette situation fut une grande surprise car d'autres formations politiques avaient joué un rôle plus actif et avaient été plus présentes dans la lutte démocratique pendant le franquisme sous Franco. Le PCE-PSUC, le parti comptant le plus d'adhérents (200.000 membres) parmi ceux qui se présentent lors du scrutin, arrive en troisième place, mais loin derrière le PSOE (9,4% des voix). L'Alianza Popular (AP), la coalition menée par Fraga avec un ensemble d'ex-ministres franquistes, et son programme conservateur, obtient 8,3% des voix. Le Parti Socialista Popular (PSP), fondé en 1974 par Enrique Tierno Galván, qui avait été expulsé de l'Université par Franco dans le milieu des années 60, obtient 4% des voix.

Dans le camp des nationalistes, le *Pacte Democràtic per Catalunya* (PDC), mené par Jordi Pujol, et le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) obtiennent une représentation honorable, avec 11 et 8 sièges, respectivement. D'autres formations politiques sont également représentées à la Chambre des députés : la *Coalición Electoral Unió del Centru i la Democracia Cristiana de Catalunya* (UDC-CD) remporte 2 sièges, *Esquerra de Catalunya- Front Electoral Democràtic* (EC-FED) un siège, *Candidatura Independent del Centru* (CIC) est représentée par 2 députés et *Euskadiko Ezkerra* (parti basque) par un député.

Les partis démocrates-chrétiens se forment en *Federación de la Democracia Cristiana* (FDC). Elle est composée par l'*Izquierda Democrática* et de la *Federación Popular Democrática*. Ils se situent dans la mouvance du gouvernement, mais n'obtiennent pas de représentation parlementaire. Le parti *Izquierda Democrática* était dirigé par le grand Ruiz Jiménez, le seul ex-ministre de Franco qui, dans les années 50,

---

<sup>4</sup> C'étaient les premières élections libres depuis les élections républicaines de février 1936, remportées alors par le Front Populaire. Cette formation politique soutenait le gouvernement contre lequel les militaires se soulevèrent quelques mois plus tard, déclenchant la Guerre Civile.

contrairement à Fraga, avait pris ses distances vis-à-vis du régime et avait également effectué un travail de critique dans les pages de la revue qu'il avait fondée dans le milieu des années 60, *Cuadernos para el diálogo*<sup>5</sup>. L'ancien leader de la CEDA (Confederación Española de Derechas Autónomas), José María Gil Robles, connut le même sort avec sa Federación Popular Democrática. Il s'avère en réalité que le clergé espagnol n'a pas soutenu l'initiative démocrate-chrétienne et que les votes catholiques se sont répartis entre l'UCD, le PNV, la CDC et le PSOE.

La défaite des partis franquistes : la Phalange, la FET, les JONS et l'Alianza Nacional de Blas Piñar ne surprend personne, ils n'ont pas d'avenir et les voix d'extrême droite iront vers les partis de droite. Aucune de ces formations n'obtient de représentation au sein du nouveau parlement démocratique.

Les urnes ne s'exprimèrent pas non plus en faveur des partis d'extrême gauche, tels que la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Mouvement Communiste (MC), l'*Organización Revolucionaria de Trabajadores* (ORT) et le *Partido del Trabajo* (PTE). Parmi ces organisations, quelques unes, certes minoritaires, étaient très actives au sein de l'Université et, dans les années 80, elles furent un creuset de cadres pour les partis parlementaires de gauche, notamment pour le PSOE.

**Tableau n° 1 – Répartition des voix et des sièges au Parlement 1977**

	Voix	(%)*	Sièges	(%)
Unión de Centro Democrático (UCD)	6.309.517	34,52	165	47,14
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	4.467.745	24,44	103	29,43
Alianza Popular (AP)	1.471.527	8,05	16	4,57
Partido Comunista de España (PCE)	1.150.774	6,3	12	3,43
Socialistes de Catalunya (PSC-PSOE)	870.362	4,76	15	4,29
Partido Socialista Popular - Unidad Socialista (PSP-US)	816.754	4,47	6	1,71
Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC)	561.132	3,07	8	2,29
Pacte Democràtic per Catalunya (PDC)	514.647	2,82	11	3,14
Partido Nacionalista Vasco (PNV)	296.193	1,62	8	2,29
Coalición Electoral Unió del Centro i la Democràcia Cristiana de Catalunya (UDC-CD)	172.791	0,95	2	0,57
Esquerra de Catalunya - Front Electoral Democràtic (EC-FED)	143.954	0,79	1	0,29
Candidatura Independent del Centre (CIC)	67.017	0,37	2	0,57
Euskadiko Ezquerria - Izquierda de Euskadi (EE-IE)	61.417	0,34	1	0,29
Total	16.903.830	92,48	350	100
Autres**	1.374.255	7,52		
Total des suffrages exprimés	18.278.085	100		

\* Calculé en proportion du total des suffrages exprimés.

\*\* Reste des candidatures ayant obtenu des voix mais pas de siège.

Source : Congreso de los Diputados à partir des données de la Junta Electoral Central. Ministère de l'Intérieur. <http://www.congreso.es>

La répartition des sièges à la Chambre s'est faite comme suit : 166 sièges pour l'UCD, 118 pour le PSOE, 20 pour le PCE et 16 pour l'AP. De leur côté, les catalans obtiennent 11 sièges et le PNV 8. Au Sénat, les résultats sont également en faveur de

<sup>5</sup> *Cuadernos para el Diálogo* est une revue culturelle et démo-chrétienne dont le premier numéro est d'octobre 1963. Joaquín Ruiz Giménez a été son fondateur et premier président.

l'UCD. Le système électoral adopté avec la Platajunta avant la légalisation du PCE applique la loi D'Hondt : un modèle proportionnel corrigé qui favorise la majorité et pénalise le troisième parti, avec le désavantage pour les partis conservateurs de la surreprésentation des provinces les moins peuplées au détriment des agglomérations industrielles et urbaines; Ce système joua en défaveur du PCE.

L'UCD n'obtient pas la majorité absolue et ses dirigeants n'étaient pas favorables à un gouvernement en coalition avec l'AP, parti trop franquiste. Ils décident donc de gouverner en minorité, en souhaitant parvenir à des accords ponctuels avec les autres partis.

## 2.1 Los Pactos de la Moncloa

La Transition démocratique espagnole a imposé une nouvelle culture politique à une bonne partie de la classe politique et des dirigeants sociaux : oeuvrer en faveur de "la négociation et [du] consensus" en matière de réformes politiques, sociales et économiques nécessaires et exigées par le pays. Les premiers signes de cette nouvelle pratique, immédiatement après la formation du nouveau gouvernement présidé par Adolfo Suárez, sont les *Pactos de la Moncloa* de décembre 1977<sup>6</sup>. La deuxième manifestation de ce consensus, l'année suivante, est le texte de la Constitution. Il y a eu d'autres accords, tels que le rétablissement de la *Generalitat de Catalunya*, ratifié par le Conseil des Ministres. Cette période marque également l'ouverture des négociations pour l'intégration de l'Espagne au sein de la CEE.

Les accords économiques négociés au Palais présidentiel de la Moncloa étaient indispensables. La gravité de la situation économique fournit une autre épreuve du véritable compromis historique des différents secteurs politiques avec un vote à la quasi unanimité par le parlement du plan de redressement économique présenté par Fuentes Quintana, professeur d'économie et ministre de Finances du gouvernement de Suárez. Il fallait en effet mettre fin à la situation économique et sociale désastreuse : environ un million de chômeurs et une inflation supérieure à 26% en 1977, et établir un climat socio-économique favorable à la transition politique. Les Pactos de la Moncloa signifiaient l'acceptation par toutes les organisations politiques (les principaux partis, les syndicats et les organisations patronales) de la mise en marche d'un programme d'ajustement macroéconomique et de réformes structurelles. Les accords instaurent une nouvelle formule pour la révision des salaires, qui était indexée sur l'inflation prévue et non sur l'inflation passée, comme il était d'usage alors, en échange d'un salaire social (direct et indirect), d'améliorations sociales dues à des mesures de redistribution plus importantes, ainsi que d'une réforme fiscale. Cette mesure permit de freiner l'inflation galopante en Espagne<sup>7</sup>.

Les mesures prioritaires du plan étaient la lutte contre l'inflation, la promotion de l'emploi et la réduction du déséquilibre du commerce extérieur. Cet ensemble de réformes structurelles de l'économie espagnole prit le pas sur le reste des changements. C'est la raison pour laquelle les résultats les plus positifs ont été davantage perçus sur le plan macro-économique (inflation, déficit public et déficit extérieur) que sur les réformes en tant que telles. Ainsi, l'inflation a tout de suite diminué de 10 points, les réserves de devises augmenté, les pensions revalorisées, l'assurance chômage élargie...

---

<sup>6</sup> La Moncloa est la résidence officielle du Président du Gouvernement espagnol.

<sup>7</sup> Les Accords ont permis d'assainir l'économie, mais aussi de mettre en place un programme d'actions juridiques et politiques : dépénalisation de l'adultère, légalisation de la contraception, liberté de presse...

et l'affluence des investissements étrangers ne se fait pas attendre. Le climat social était très conflictuel; la CEOE (*Confederación Española de Organizaciones Empresariales*), organisation patronale de la démocratie, prit ses distances par rapport aux accords. Il faut cependant noter que le facteur qui n'a pas permis une véritable récupération économique à court terme fut le deuxième choc pétrolier de 1979 et le changement de politique économique appliquée par les autres économies occidentales.

## 2.2 La Constitution de 1978

Le consensus obtenu par la signature des Pactos de la Moncloa facilite la rédaction d'une constitution démocratique, reconnaissant le principe des autonomies régionales et abolissant la torture et la peine de mort. La rédaction du texte constitutionnel se fait rapidement par une Commission et qu'elle est adoptée à une large majorité par référendum organisé moins d'un an et demi après, le 6 décembre 1978.

Les partis profitent de cette période pour faire le bilan de leurs activités en liberté. Le PCE tient son IXe congrès et renonce au léninisme. Cette proposition est adoptée à la majorité des deux tiers après des débats houleux. Le parti renonce alors à l'un de ses signes particuliers et devient un parti marxiste, démocratique et de classes. Ce choix entraîne une scission du courant pro-soviétique, dirigé par Ignacio Gallego, pour former le *Partido Comunista de los Pueblos de España* (PCPE).

L'UCD organise également son premier congrès et fait un pas de plus vers le centre-gauche, mené par les suaristes et les sociaux démocrates. Le PSOE avait déjà tenu son XXVIIe congrès en 1976. Il profite de la conjoncture politique pour absorber la quasi totalité des groupes socialistes régionaux ayant vu le jour entre 1974 et 1977. En 1978, il absorbe le groupe le plus important, le PSP, dirigé par Tierno Galván, qui avait obtenu 6 députés lors des premières élections démocratiques.

La Commission constitutionnelle chargée de rédiger le texte était composée de trois représentants de l'UCD et d'un représentant pour chaque parti ayant obtenu plus de 10 sièges. La minorité basque ne devait pas être représentée, mais la tendance au consensus, le nombre de réunions bilatérales, l'ensemble des compromis entre les hautes sphères des partis, permirent de passer outre cette situation. L'objectif était de parvenir à un texte susceptible d'être partagé par l'immense majorité de l'éventail idéologique existant dans la société espagnole d'alors et à venir.

### COMMISSION CONSTITUANTE

La première étape consistait à former une Commission ad-hoc (*Ponencia*) chargée de rédiger l'avant-projet de Constitution. La Commission Constituante du Congrès élit sept députés, tous experts en Droit et de grand prestige intellectuel :

- [Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón](#), député de l'UCD, membre de l'Académie Royale des Sciences Morales et Politiques depuis le 9 avril 1991. Avocat au Conseil d'Etat et Secrétaire Général Technique du Ministère de la Justice.
- [José Pedro Pérez-Llorca](#), député de l'UCD, ancien ministre d'Etat et des Affaires Etrangères. Diplomate de carrière et avocat aux Cortes espagnoles.
- [Gabriel Cisneros Laborda](#), député de l'UCD, membre du *Cuerpo General Técnico de la Administración Civil del Estado* (Corps Général Technique de l'Administration Civile de l'Etat).
- [Jordi Solé Tura](#), député du PSUC, doyen de la faculté de Droit de l'Université de Barcelone. Ancien ministre de la Culture du gouvernement socialiste entre 1991 et 1993.
- [Gregorio Peces-Barba](#), député du PSOE, avocat, alors Professeur des universités de l'Université Complutense de Madrid et actuel Président de l'Université Carlos III. Président de la Chambre des Députés de 1982 à 1986.
- [Miquel Roca Junyent](#), député du CDC, avocat et professeur d'université. Président du groupe parlementaire catalan à la Chambre des Députés de 1977 à 1995.
- [Manuel Fraga Iribarne](#), député de l'AP, Professeur des universités de la Faculté de Sciences

Politiques et de l'Administration de l'Université Complutense de Madrid. Ministre de l'Information et du Tourisme, puis de la Police, Ambassadeur à Londres. De 1989 à 2005, il fut Président de la Communauté Autonome de Galice.

Source : <http://www.constitucion.es>

La Commission passa par des moments de tension et chacun de ses membres – s'exprimant alors au nom de leurs partis politiques respectifs – se vit parfois dans l'obligation de céder du terrain. Le résultat de ces travaux est un texte consensuel qui a permis à l'Espagne d'encadrer la transition vers la démocratie et de garantir un régime de libertés.

Le consensus était le mot d'ordre. Pour y parvenir, il y a eu nombre de débats entre tous les membres de la Commission et des contacts informels à propos des questions les plus controversées, telles que le terme « nationalités » ou la portée de la laïcité de l'Etat.

Le nouveau texte a été adopté par une majorité écrasante à la Chambre. Sur 350 députés, seuls six s'expriment contre le projet (donc cinq de l'AP), quatorze se sont abstenus (huit du PNV et certains de l'AP). Au Sénat, 226 sénateurs ont voté pour le projet et cinq contre. Le texte constitutionnel définit l'Etat comme une monarchie parlementaire. Le Roi représente la nation, mais il ne dispose que des pouvoirs d'appliquer et de promulguer les lois, de convoquer et de dissoudre les Cortes et d'organiser des élections si la Chambre des Députés le décide. Le PCE-PSUC ne s'est plus opposé à la monarchie puisqu'il avait renoncé à la république lors de son processus de légalisation et le PSOE évite de renoncer formellement à la république en s'abstenant lors de ce vote. Le nouvel Etat de droit allait donc être fondé sur les principes d'égalité, de liberté et de pluralisme politique. La laïcité de l'Etat fut maintenue. Cependant, la pression exercée par le clergé sur les parlementaires conservateurs et centristes a fait que l'Eglise Catholique, et uniquement celle-ci, soit mentionnée dans le texte, alors qu'il existait déjà en Espagne bien d'autres confessions religieuses.

Dans le domaine économique, « la liberté d'entreprise dans le cadre de l'économie de marché » a été acceptée, en échange de l'acceptation par la droite des initiatives publiques, de la planification, du droit de grève et de la reconnaissance des syndicats de classes.

Il s'agit alors d'une Constitution élaborée dans le consensus, elle ne fut pas imposée par la volonté de la majorité sur une minorité et, en ce sens, elle est un événement historique. Malheureusement, la conjoncture économique difficile, un chômage en plein essor et le terrorisme se sont fait sentir lors du référendum du 6 décembre. Le taux de participation fut inférieur aux prévisions. Le texte reçoit 59% de « oui » et 7,8% de « non ». L'abstention s'élève à 32,9%. En Galice, l'abstention culmine à 51,4%, et au Pays Basque à 51,1%. En revanche, en Catalogne, 90% des voix s'expriment en faveur de la nouvelle Constitution.

La Constitution de 1978 est le fruit d'un très large consensus et elle est totalement en phase avec la tradition démocratique occidentale. Elle repose sur la proclamation des droits fondamentaux et des libertés publiques, la division des pouvoirs et la souveraineté populaire. Puisant ses racines dans la tradition du peuple espagnol, on voit surgir un Etat social et démocratique de droit qui adopte la Monarchie Parlementaire comme forme de gouvernement. La grande nouveauté de la Constitution de 1978 est la reconnaissance pleine et entière des Communautés Autonomes, piliers du processus de décentralisation politique et administrative.

## 2.3 L'Etat des Autonomies

Le Titre VIII de la constitution de 1978 sur l'autonomie concédée aux nationalités et aux régions de l'Etat est l'un des plus controversés et l'objet des plus vifs débats au sein de la commission constituante, notamment en ce qui concerne l'insertion du terme « nationalité » dont l'objectif était de permettre de faire la différence entre les régions historiques (la Catalogne, le Pays Basque et la Galice) dont les statuts avaient été adoptés avant juillet 1936, et les territoires qui, eux aussi, aspiraient alors à l'auto-administration et le manifestaient depuis la fin de la dictature franquiste. C'est face à cette situation que le gouvernement de Suárez décide de concéder 10 pré-autonomies pendant la durée de rédaction de la nouvelle Constitution. Tout ceci renvoyait le centralisme franquiste aux oubliettes et jetait les fondements du nouveau modèle de l'Etat espagnol.

La première étape du développement de l'Etat des Autonomies se situe entre 1979 et 1983. Les 50 provinces forment 17 Communautés Autonomes, auxquelles on ajoutera un plus tard, en 1995, les villes de Ceuta et Melilla, elles-mêmes dotées de leurs propres statuts. Le modèle d'Etat fut amplement critiqué. Ces nouvelles administrations allaient en effet générer des dépenses incommensurables en frais de personnel. Malgré cela, pour la gauche comme pour la droite, l'autonomie se révèle être une fierté non exempte d'avantages. Elle permet de progresser vers un Etat moderne, elle apporte plus de pluralisme et de démocratie à l'ensemble de l'Espagne.

## 2.4 Le second gouvernement de Suárez (1979-1981) et la tentative de coup d'Etat

Après l'adoption par référendum du texte de la Constitution, Adolfo Suárez invite les Espagnols à se prononcer lors de nouvelles élections générales. Les résultats lui sont clairement favorables : sa formation obtient 35% des voix et 168 députés (il lui manque 8 sièges pour obtenir la majorité absolue). Le PSOE persiste dans sa position de deuxième force politique du pays (120 députés) et le PCE occupe la troisième place (23 sièges). Les députés restants sont, en majorité, des représentants des formations nationalistes ou régionalistes, à l'exception d'un petit nombre de représentants conservateurs.

Dans le domaine de la vie politique, cette période voit la fin du consensus constitutionnel. L'atmosphère est plutôt au désenchantement pour de larges pans de la population. Les attentes sont frustrées et la démocratie clairement montrée du doigt. On pense qu'elle n'a pas été capable d'en finir avec le terrorisme et le chômage. Une démocratie qui a fait suite à la dictature, qui a coûté chère, et qui trahit même les électeurs de gauche ; ces derniers ayant quelque peu idéalisé le rôle que ces partis allaient jouer. C'est également à ce moment-là que les deux organisations politiques majoritaires, l'UCD et le PSOE, entrent en crise. D'un côté le parti du gouvernement, l'UCD, subit un déséquilibre de ses forces internes, les secteurs les plus conservateurs ayant décidé de prendre le pouvoir. Cette perte de soutien au sein même de son propre parti oblige Adolfo Suárez à présenter sa démission de ses fonctions de Président du Gouvernement. Il est remplacé par Leopoldo Calvo Sotelo en 1981, qui ne peut redresser le parti de sa crise politique et qui l'entraînera à sa quasi-disparition lors des élections de 1982.

De son côté, le PSOE traverse une crise à caractère idéologique qui lui permettra de renaître et de triompher en 1982. Cinq ans après le Congrès de Suresnes, le PSOE a

multiplié ses rangs par 30, passant de 3.500 membres en 1974 à 100.000 en 1979. Les résultats électoraux ne s'étaient pas soldés par des échecs, même si le parti n'en était pas ressorti vainqueur. C'est dans ce contexte qu'a lieu le renoncement au marxisme. Cet objectif des cadres dirigeants du parti devait lui permettre de se rapprocher de l'exercice du gouvernement et de quitter à l'UCD la prérogative du centre. C'est ainsi qu'en 1979 Felipe González est confirmé au poste de Secrétaire Général d'un parti rénové, libre de toute idéologie marxiste, qui parviendra au pouvoir sans renoncer, en principe, à la possibilité d'un changement social.

C'est dans ce nouveau paysage idéologique que le PSOE durcit son opposition envers le gouvernement, et tout particulièrement envers son plus haut représentant, Adolfo Suárez, qui est déjà en bien mauvaise posture. Il faut ajouter à ceci la mauvaise conjoncture économique, le terrorisme et la crise au sein même du parti de l'UCD qui fomentent une véritable conspiration anti-Suárez. En 1981, le public reçoit la nouvelle de la démission du Président, la deuxième de la Transition. L'extrême droite se réjouit : Suárez s'était perdu dans les méandres d'une politique bien trop progressiste avec sa Loi sur le divorce, sa visite à Fidel Castro ou son invitation de Yasser Arafat. Sa démission fut perçue comme le résultat d'une forte pression de la part de certains lobbies, tels que l'armée, la banque et les chefs d'entreprises de la CEOE. Suárez avance une seule explication : il a démissionné suite à la crise interne de son parti, à la pression exercée par le PSOE et à sa défense inconditionnelle de la Monarchie.

Le 23 février 1981, trois semaines après la démission de Suárez, 300 gardes civils armés prennent la Chambre des Députés d'assaut. Ils agissent sous le commandement du Lieutenant Colonel Tejero. Leur irruption dans l'hémicycle se produit au moment où les députés votent l'investiture du successeur de Suárez, Leopoldo Calvo Sotelo. Le comportement sans faille de Suárez face aux assaillants lui permet de regagner quelque crédit devant l'opinion publique. Son attitude a d'ailleurs été partagée par le vice-président, le Lieutenant Général Manuel Gutiérrez Mellado, qui n'hésite pas à affronter physiquement les assaillants, et par le secrétaire du PCE Santiago Carrillo. Ces trois hommes restent debout alors que tous les autres députés obéissent aux ordres des putschistes et se cachent sous les pupitres.

Le coup d'Etat fasciste manqué du 23 février 1981 est considéré dans l'histoire de l'Espagne comme un événement capital de la Transition, tant pour son sens politique, que pour la diffusion massive dont il a été l'objet. Cette diffusion a prouvé la négligence technique des auteurs du coup, qui n'avaient pas pensé à éteindre les caméras de télévision qui retransmettaient à ce moment précis l'investiture de Calvo Sotelo. Cet oubli permit à des millions de téléspectateurs, en Espagne et à l'étranger, d'assister en direct ou en différé à l'épisode du coup dans l'hémicycle. Ce fut un moment rocambolesque de l'histoire nationale, dans lequel les pistolets, les moustaches et les « tricornios »<sup>8</sup> sont les réflexes d'une Espagne obsolète et anachronique.

L'engagement évident de l'armée ne peut s'expliquer par la considération apportée aux postes militaires dans leur ensemble après les premières élections démocratiques. En effet, dans l'ensemble, la situation professionnelle des militaires s'est substantiellement améliorée par rapport à leurs conditions de travail sous le régime franquiste, salaires inclus. Seuls quelques généraux eurent à pâtir du changement démocratique. Ces derniers avaient vu leur fidélité à Franco récompensée par des postes clés dans les conseils d'administration des entreprises de l'Etat et cela leur

---

<sup>8</sup> Le couvre-chef de la « guardia civil ».

garantissaient des revenus économiques élevés à la fin de leur carrière militaire. Par ailleurs, Suárez et ses ministres n'avaient jamais envisagé la mise en place de modifications soudaines. Les seuls changements s'étant limités à quelques petites adaptations constitutionnelles, telles que le changement de date du défilé militaire. L'hostilité d'une partie de l'armée contre le nouvel ordre démocratique était néanmoins manifeste et elle n'était compensée que par l'espoir que Juan Carlos, qui avait été désigné par le dictateur, restaurerait le plus rapidement possible l'ordre autoritaire.

Tous ces motifs expliquent pourquoi, les tentatives de destruction de la démocratie se renouvellent, à partir de 1977. Les individus impliqués étaient aussi bien des militaires, tel Pita da Veiga, que des civils, comme Arias Navarro, ou des extrémistes comme Blas Piñar et Girón de Velasco. Les tentatives de coups militaires, les assauts contre le Palais de la Moncloa et d'autres opérations échouées se succèdent pour, finalement, parvenir à une somme de malaises qui débouche sur l'opération du 23-F, dirigée par les généraux Armada et Milan.

Antonio Tejero est le Lieutenant Colonel qui fait irruption à la Chambre. Il était accompagné par une troupe d'officiers et de gardes civils qui, dans leur immense majorité, ne connaissaient pas le but de leur action. Tejero annonce qu'il agit au nom du Roi et de Milans del Bosch. Il tire une rafale de mitraillette et isole les chefs des groupes parlementaires. En même temps, à Valence, Milans déclare l'état d'urgence; il fait sortir les chars dans la rue et demande aux capitaineries générales de l'Etat de seconder l'opération, en attendant des instructions de la part du Roi.

Aux sièges des partis de l'opposition, la destruction des registres des membres est décidée en urgence et le passage de la frontière française augmente. Mais, le Capitaine Général de Madrid et le chef de l'Etat Major des Armées refusent de suivre Milan. Cette décision constitue un revers pour les organisateurs du coup d'Etat qui n'avaient plus la possibilité d'occuper les centres névralgiques de la capitale et de prendre le relais des troupes de Tejero.

Le Général Armada tente alors de transformer le coup d'Etat en un coup moins dur. Son projet consistait à se présenter devant la Chambre au nom du Roi et à obliger les députés à le nommer Chef du Gouvernement. Le Roi n'accepte pas, et Tejero non plus. Ce dernier souhaitait poursuivre le plan échafaudé à l'origine.

Les deux stratégies de coup d'Etat se soldent par des échecs retentissants. Elles n'avaient pas le soutien du monarque, ni celui des forces armées, et encore moins celui de la population. Ensuite, le Roi intervient à la télévision, après avoir vérifié que la grande majorité du haut commandement militaire ne soutenait pas ces actions. Cette attitude de rejet est également partagée par l'ensemble des partis politiques, les syndicats et des millions de citoyens.

La tentative de coup d'Etat dure 17 heures. Il se conclut par la sortie des putschistes de la Chambre, le retour des chars de Valence dans les casernes et d'immenses manifestations organisées par tous les partis parlementaires en défense de la Constitution.

La réaction de l'Europe est unanime. Peu après l'assaut du Congrès, le coup fut condamné avec force par les pays de la CEE, avec qui l'Espagne était en négociations pour une adhésion qui se produisit finalement en 1986. Parmi tous les états membres il convient de distinguer par son énergie la protestation du Royaume-Uni et spécialement l'alors Premier Ministre, Margaret Thatcher, qui qualifia le soulèvement militaire d'acte terroriste.

Les États-Unis se maintinrent officiellement neutres au sujet du processus, bien que Tejero, lors du procès qui suivit le coup, affirma qu'aussi bien le gouvernement des USA que le Vatican avaient été sondés par le général Armada. Le Vatican ne produisit pas de déclarations jusqu'au 24, lorsqu'il condamna le coup déjà échoué. Tout cela a amené divers auteurs à conclure que le coup du 23-F en Espagne était la seconde étape d'une chaîne d'évènements similaires qui, avec la connivence du gouvernement américain, prétendaient le remplacement des gouvernements démocratiques de Turquie (renversé en 1980), Espagne et Portugal par des gouvernements militaires pour assurer la prépondérance nord-américaine en Méditerranée.

D'autre part, 250 portugais d'extrême droite traversèrent la frontière espagnole le 23 février, avec pour but d'aider au déroulement du coup, afin de, une fois celui-ci réalisé, faire pression sur leur pays pour que s'y produise un soulèvement militaire analogue aux cas turc et espagnol.

## 2.5 Le gouvernement de Calvo Sotelo (1981-1982)

Le nouveau président, député de l'UCD, n'inclut pas des militaires lors de la composition de son gouvernement. Il est le premier à le faire. En effet, Suárez avait conservé la règle franquiste qui voulait que des généraux et des amiraux des trois corps d'armée soient nommés à des postes de ministres. C'était le cas dans son premier gouvernement, et le général Manuel Gutiérrez Mellado, combattant franquiste de la Guerre Civile, fut nommé Ministre de la Défense. Calvo Sotelo fait appel à la Cour suprême afin que cette dernière révisé la sentence militaire prononcée contre les 33 organisateurs du Coup d'Etat du 23 février. En effet, ces peines étaient considérées comme légères : 11 acquittements, ou des peines ne permettant pas d'expulser les contrevenants des forces armées pour les autres. La Cour Suprême condamne Tejero, Armada et Milans à la peine maximum de 30 années de prison. 11 accusés sont acquittés et le reste obtient des peines inférieures.

Il n'y a pas eu d'enquête quant à l'engagement de certains civils dans ces tentatives de coup d'Etat car il fallait avant tout renforcer la démocratie. Les plus de quatre mille membres des différents corps d'armée impliqués n'ont jamais été jugés, mais ceci a permis aux démocrates espagnols d'observer la façon dont le pouvoir militaire se subordonnait au pouvoir civil et comment le principe constitutionnel était ainsi respecté. Le gouvernement de Calvo Sotelo n'a pas été exempt de concessions vis-à-vis de certains sympathisants du coup d'Etat.

Pendant son gouvernement, Calvo Sotelo fait face à la crise économique en favorisant les négociations avec l'organisation patronale CEOE et les principaux syndicats. La politique de concertation a été réussie puisque le chômage était alors la principale préoccupation des Espagnols. En 1981, le gouvernement adopte la loi sur le divorce, un texte préparé par les démocrates-chrétiens qui laisse le clergé à l'écart; et c'est grâce au soutien de l'opposition que le texte présenté par le Ministre de la Justice socio-démocrate, Fernández Ordóñez, est adopté. C'est une démonstration d'indiscipline au sein de l'UCD, dont les rangs se clairsemaient de plus en plus en faveur de l'AP et du PSOE. Dans le cas de l'entrée de l'Espagne au sein de l'OTAN, le Président put compter sur le soutien de la droite d'état et des nationalistes catalans et basques. Les socialistes et les communistes s'expriment contre l'alliance atlantique.

L'affaire de la vente d'huile de colza frelatée provoque une crise au sein du gouvernement en 1981. De petits entrepreneurs avaient importé de France 3 millions de litres d'huile de colza destinée à un usage industriel, ils avaient rajouté de l'aniline, une

substance toxique qui lui donnait le goût et la couleur d'une huile comestible. Outre la fraude, 1.200 morts, 5.000 invalides, et plus de 20.000 personnes des classes populaires affectées par ce syndrome toxique et souffrant de graves séquelles. Le gouvernement réagit mal et tardivement et le Ministre de la Santé doit démissionner. Cette crise gouvernementale entraîne l'UCD dans sa chute. Ensuite, le parti perd les élections dans les autonomies de Galice, de Catalogne, du Pays Basque et, plus tard, d'Andalousie. Les pays européens suspendent évidemment les importations d'huile espagnole. Il faudra plus de dix-huit ans à la justice ibérique pour déterminer la responsabilité de treize commerçants. L'administration est également déclarée fautive. L'ancien directeur du laboratoire central des douanes espagnoles est condamné et l'État obligé d'indemniser les victimes.

### 3 LES GOUVERNEMENTS SOCIALISTES

#### 3.1 Premier gouvernement (1982-1986)

Les élections de 1982 marquent une étape dans la démocratie espagnole. On voit apparaître une volonté politique et citoyenne de tous bords de laisser derrière soi à jamais les menaces et les soubresauts militaires tels que les événements du 23 février 1981. C'est un impératif pour la démocratie. Le fonctionnement de cette dernière sera garanti par cinq gouvernements consécutifs du PSOE (1982-1996), les deux gouvernements du Parti Populaire (1996-2004) et le dernier gouvernement du PSOE de 2004. Presque 25 ans de démocratie consolidée.

Le triomphe des socialistes en 1982 et leur maintien au pouvoir pendant 4 législatures, dont 3 avec une majorité absolue, représente un événement sans précédent dans l'histoire espagnole. La participation (79,8%) aux élections de 1982 est la plus élevée de celles observées en Europe depuis 1968. Le PSOE (PSOE et PSC, *Partit Socialista de Catalunya*) obtient un soutien massif de la population avec plus de dix millions des suffrages exprimés (48,34% du total) et 202 sièges : la majorité parlementaire la plus confortable qu'ait jamais connue l'Espagne. L'UCD toucha le fond, et passa de 35,08% des voix lors des élections précédentes à 6,47% en 1982. Le PCE-PSUC obtient 4,04%, et perd un million de voix qui se reportent sur le PSOE. Alianza Popular (AP), avec les chrétiens de l'UCD, passe de 6 à 26% des voix. Les catalanistes et les nationalistes basques voient leur côte s'améliorer légèrement. Le parti phalangiste Fuerza Nueva de Blas Piñar obtient les mêmes résultats médiocres que lors des élections précédentes, et *Solidaridad Española*, la candidature soutenue par Tejero depuis sa cellule, n'obtient que 30.000 voix.

Les résultats signifient une rupture avec le passé franco-réformiste. Ce séisme s'explique par l'arrivée en majorité des jeunes à la tête des candidatures, ainsi que par le programme modéré du PSOE. Les voix obtenues par le parti socialiste proviennent néanmoins à 70% des voix de la classe ouvrière, à 25% de la classe moyenne et moyenne basse, et à 5% de la classe élevée et moyenne élevée.

Le triomphe des socialistes ne s'arrêta pas aux élections générales. Il se poursuivit lors des élections municipales, avec 43% des voix, et des élections régionales : majorité absolue dans sept Communautés Autonomes et majorité relative dans quatre autres.

Felipe González, avocat sévillan spécialisé dans le droit du travail, 40 ans, prend la tête du gouvernement socialiste dans lequel les classes populaires ne se voyaient pas

représentées de manière adéquate. Felipe González forma un gouvernement de techniciens et de hauts fonctionnaires. Ils étaient tous jeunes, mais il manquait des représentants des travailleurs ainsi que quelques femmes dans leurs rangs. Malgré tout, ce gouvernement est bien accepté par la grande majorité des électeurs. Il allait "européaniser" l'Espagne et traiter en profondeur des problèmes historiques de la société et de l'économie.

L'un des problèmes auquel le PSOE fait face est la modernisation économique, qui passait inéluctablement par la restructuration et la reconversion industrielle. Alors que le gouvernement de l'UCD avait renoncé à la reconversion pour le prix électoral à payer, le PSOE s'y attellera avec des thérapies de choc. Il est vrai que la situation était insoutenable, tant au plan macroéconomique que dans la structure productive du pays. La croissance était de 1,7%, l'inflation de 14% et le chômage avait atteint les 17%. Felipe González, mènera, avec le soutien de la majorité absolue, un programme d'ajustement économique proposé par son Ministre de l'Industrie, Carlos Solchaga. Son objectif était clair : réorganiser les secteurs en crise et assainir l'économie mais l'ajustement productif entraîne la fermeture d'entreprises et les diminutions d'effectifs qui ouvrent la porte à de grands conflits ouvriers, dont la première manifestation est vécue à l'occasion de l'annonce du démantèlement de l'usine sidérurgique et les hauts fourneaux du Puerto de Sagunto. S'ajoutent ensuite Vizcaya, les Asturies, Ferrol et Reinosa, où les ouvriers de la sidérurgie et des chantiers navals sont mêlés à des affrontements avec la Guardia Civil. Les piliers de grève contre les diminutions d'effectifs atteignent des sommets ; la résistance des ouvriers face à la perspective du chômage est grande.

Le projet de modernisation du gouvernement comprenait également une dévaluation de la pesète, l'augmentation des taux d'intérêt et la modération des hausses de salaires en deçà de la productivité. En parallèle, une réforme fiscale est mise en place, avec une augmentation des impôts directs, qui passent de 18 à 28,4%, créant ainsi un système de recouvrement progressif et attentif aux foyers de corruption. La réforme permet de voir apparaître plus de deux millions de nouveaux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu, l'IRPF (Impuesto sobre la Renta de las Personas Físicas).

Les résultats du plan ne correspondent pas aux attentes du gouvernement. L'inflation est jugulée (8% en 1985) et les salaires augmentent. Malheureusement, le chômage ne diminue pas, bien au contraire. L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, alors qu'elles étaient inactives jusqu'alors, l'arrivée à l'âge actif des nombreux Espagnols nés dans les années 60, la génération du *baby boom*, ce sont des facteurs aggravants qui n'ont pas pu être solutionnés avec les 800.000 emplois promis par le PSOE lors de sa campagne électorale. Bien au contraire, il a fallu ajouter à ces postes non créés un total de 825.000 chômeurs, ce qui fait passer le taux de chômage de 16 à 21% de la population active.

Cette période de crise économique oblige le gouvernement à mettre en place une politique économique à tendance libéro-conservatrice qui surprend les travailleurs et les syndicats. Les organisations syndicales acceptaient l'idée du besoin d'une refonte des entreprises publiques et de grands secteurs industriels, tout comme celle d'une réforme du marché du travail, mais elles expriment clairement leur désaccord vis-à-vis de la position adoptée par le gouvernement à cet égard. Les différences entre le gouvernement et les syndicats se soldent par un affrontement public entre l'UGT (*Unión General de Trabajadores*, à tendance socialiste) et le PSOE. Le Secrétaire

Général de la centrale socialiste, Nicolás Redondo, abandonne son siège de député du PSOE et Felipe González n'assiste plus aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai.

La récession économique de 1979 ne pourra être dépassée qu'en 1986, suite à l'application de mesures choc pendant les premières années du gouvernement socialiste, ainsi qu'à l'aide des investissements directs extérieurs, qui sont en augmentation juste avant l'intégration de l'Espagne au sein de la CEE et se prolongeront pendant les années qui suivent immédiatement l'adhésion.

Le gouvernement lance aussi une réforme militaire en 1984. Les affaires militaires sont réunies dans une Chambre Spéciale de la Cour Suprême, le nombre de régions militaires historiques passe de neuf à six et l'essentiel de la force de défense est modifié, passant du centre au sud et à l'est de la péninsule. Les effectifs des officiers, des chefs et des généraux sont réduits de 25% et tous les corps d'armées (terre, marine et air) sont rassemblés au sein du ministère de la défense, dont le budget est sensiblement augmenté.

Dans le domaine de la sécurité de l'Etat, le gouvernement du PSOE obtient l'aide de la France pour la persécution des réfugiés de l'ETA sur le sol français. Cette aide va parfois même jusqu'à l'extradition de détenus arrêtés et emprisonnés outre-Pyrénées. Il est à noter également que, même si la Police Nationale a été créée, regroupant les différents corps militaires et civils déjà existants, la Guardia Civil jouit encore de la condition d'institution armée dépendant du Ministère de l'Intérieur et de la Défense. L'appareil policier hérité du franquisme est également maintenu car il est entraîné à la lutte contre l'ETA. Malheureusement, le *Grupo Armado de Liberación* (GAL) autoproclamé, composé au départ de membres de la sécurité de l'Etat et dont des mercenaires espagnols et étrangers liés à l'ancienne *Brigada Político-Social* du franquisme vient grossir les rangs, réplique par les armes au terrorisme de l'ETA tout en faisant usage de fonds réservés. Le GAL prend des citoyens en otage, les confondant avec des membres de l'ETA et ses actions se soldent par 28 morts. La « guerre sale » contre l'ETA est rendue publique et les milieux des médias, de la politique et de la justice sont montrés du doigt suite aux révélations des crimes commis ainsi que de l'utilisation frauduleuse des fonds réservés du Ministère de l'Intérieur. En 1991, le verdict est rendu dans l'Affaire Segundo Marey. La Cour suprême condamne onze personnes à plus de 70 ans de détention au total. Parmi ces individus, on trouve des membres hauts placés du Ministère, dirigés par le Ministre José Barrionuevo, des hauts gradés, des policiers, et même l'ancien secrétaire du PSOE dans la région de Vizcaya.

En matière d'Education, le PSOE adopte la Loi de Réforme Universitaire (LRU de 1983), ainsi que la Loi Organique Réglementant le Droit à l'Education (LODE de 1985). Le premier texte traite de la démocratisation des structures universitaires. L'université est dotée d'une administration indépendante lui permettant de préparer des programmes d'enseignement et d'être responsable de sa gestion économique. Les budgets destinés à l'enseignement et à la recherche sont augmentés. Le problème de la non-titularisation du corps enseignant, conséquence de la massification de l'enseignement supérieur dans les années 60, trouve une solution. Les professeurs non numéraires (les PNN), catégorie qui assurait la majorité de l'enseignement depuis les années 70, deviennent alors fonctionnaires grâce au concours, très discuté, d'aptitude prévu par la LRU.

Dans le domaine de l'enseignement non universitaire, les socialistes font le pari de « l'école pour tous » gratuite et obligatoire, et ce non seulement à l'école publique, mais également dans l'enseignement privé, grâce à ce que l'on a appelé les

établissements concertés, qui recevaient des subventions publiques. L'idéologie de ces établissements était respectée, mais ils devaient en échange accepter l'existence d'organes collégiaux de gestion, les conseils scolaires, composés de la direction de l'établissement, des représentants des parents d'élèves, des professeurs et du personnel non enseignant. Ces conseils avaient pour objectif de garantir à la fois la liberté d'enseignement et de pensée, ainsi que le contrôle des fonds publics.

Javier Solana, alors ministre de la Culture et considéré comme le plus antifranquiste du gouvernement de Felipe González, instaure une politique culturelle qui met en place la gratuité des visites des musées publics et favorise la Loi sur le Patrimoine (*Ley del Patrimonio Histórico*). Les télévisions privées deviennent alors légales et les médias de l'Etat se privatisent peu à peu. Par médias de l'Etat on entend l'ancien groupe de presse du mouvement implanté par la dictature. La faible production cinématographique espagnole reçoit en outre les premières subventions.

Le plus grand conflit idéologique auquel devra faire face le premier gouvernement socialiste par rapport à la société espagnole est celui de la légalisation de l'avortement, en 1985. Cependant, le texte, très controversé, est adopté avec les voix du PSOE et du PCE-PSUC et l'abstention des nationalistes basques ainsi que du groupe catalan.

La politique étrangère du premier gouvernement socialiste se concentre sur le maintien de l'Espagne dans la structure militaire de l'OTAN et l'intégration dans la Communauté Economique Européenne, la CEE. L'Espagne caressait cette idée depuis la signature du Traité de Rome en 1957, exactement depuis les années 60, lors de l'arrivée des technocrates au gouvernement de Franco. L'intérêt est tel que ces derniers parviendront même à signer l'Accord Préférentiel en 1970, un accord très favorable pour l'Espagne, mais l'acceptation officielle de la demande d'adhésion se fait seulement en 1977 lors du premier gouvernement démocratique. Cependant, ce n'est qu'en 1985 que la demande d'adhésion se voit donner une suite favorable.

L'Espagne peut alors compter sur le soutien de l'Allemagne et la médiation finale de l'Italie, en conclusion de négociations ardues destinées à vaincre la résistance de la France. Cette dernière était en effet particulièrement effrayée par la concurrence de l'agriculture et de la pêche espagnoles. Le Traité d'Adhésion de l'Espagne et du Portugal est formalisé en 1985 et il entre en vigueur en 1986. L'entrée de l'Espagne dans la CEE mettait un terme à l'isolement séculaire du pays. La satisfaction d'être membre de la CEE est complète lorsque, en 1993, l'Espagne a accès au Marché Unique et que, par la suite, l'euro, la monnaie unique, est mise en circulation en 2002.

C'est également sous le mandat de ce gouvernement que s'achève le processus d'intégration de l'Espagne au sein de l'OTAN. L'entrée de l'Espagne dans l'organisation avait été décidée en 1981, sous le gouvernement de Calvo Sotelo. Le PSOE se déclare en faveur du maintien de l'Espagne dans l'OTAN, même si, en 1981, avec les communistes, il s'était opposé à la décision de l'UCD. Cette décision du PSOE est avant tout celle du chef du gouvernement, qui impose le changement à son parti lors du XXXe Congrès, et cela malgré l'ampleur du champ des opposants qui rassemblait la majorité des délégués.

Ruiz (2002) signale que ce virage politique fait l'effet d'une bombe. D'un côté, les futurs alliés de l'Alliance Atlantique, et tout particulièrement les Etats-Unis, ne voyaient pas la nécessité de la tenue d'un référendum en Espagne pour rester au sein de l'OTAN. De l'autre côté, le PCE-PSUC monopolise le camp anti-OTAN et rallie les pacifistes et les écologistes à son embryon de projet d'*Izquierda Unida* (nouvelle

*appellation du parti communiste*) mené par Gerardo Iglesias, le successeur de Santiago Carrillo au poste de secrétaire général du parti depuis 1982. Pour l'Alianza Popular, l'annonce du référendum constitue un vrai problème et Fraga finit par préconiser l'abstention. Cette décision était d'autant plus contradictoire que le parti était un fervent défenseur de l'OTAN, mais c'était également une manière de se démarquer de façon systématique de tout ce que pouvait proposer le PSOE. Cette stratégie jettera le discrédit sur la capacité de Fraga et de son parti conservateur à prendre les rênes du pays. La situation était quelque peu surréaliste : le parti de gauche était en faveur du « oui » et le parti conservateur prônait l'abstention active. Au sein même du PSOE, Felipe González doit faire face à la démission de son Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Morán, quelques semaines après l'entrée de l'Espagne dans le CEE, à l'hostilité au projet montrée par les Juventudes Socialistas et par le courant interne du PSOE *Izquierda Socialista*.

Finalement, le référendum a lieu en 1986. Une majorité des votants, 52%, s'exprime en faveur du oui et l'abstention s'élève à 40,2%. Le non représente 39,8% des voix. Il y a plus de 6 millions de votes blancs et le non gagne dans quatre communautés autonomes : la Catalogne, le Pays Basque, la Navarre et les Canaries. Le triomphe de la solution proposée par le gouvernement permet au chef de ce dernier de terminer sa première législature et d'ouvrir la voie à ce qui allait être un long mandat.

### 3.2 Deuxième gouvernement (1986-1989)

En 1986, après l'intégration de l'Espagne au sein de la Communauté Economique Européenne, les Cortes sont dissoutes par anticipation et les Espagnols sont appelés à voter. Les citoyens apportent à nouveau leur soutien à la gestion socialiste à 44,3% des suffrages exprimés, ce qui signifie que le Parti Socialiste pouvait conserver la majorité absolue. Le PSOE perdait cependant plus d'un million de voix suite à la résistance des travailleurs découlant de la politique économique adoptée : 800.000 postes de travail promis en 1982 et non créés, ainsi que le non abandon des structures militaires de l'Alliance Atlantique.

La *Coalición Popular* (CP), le nouveau nom du parti conservateur dirigé par Fraga, obtient les mêmes résultats que lors des élections précédentes. Il ne bénéficie ni de la baisse du PSOE, ni de la disparition de l'UCD. Fraga avait fait son temps à la tête du parti conservateur et l'échec électoral se solde par l'élection de deux successeurs. D'abord Antonio Hernández Mancha puis, un candidat plus plébiscité : José María Aznar. En 1989, il remplace Fraga qui se retirait de la scène nationale pour se consacrer uniquement à la politique de sa communauté autonome de Galice.

Entre-temps, Adolfo Suárez, ainsi que quelques personnages politiques de tous bords, forment un nouveau parti de centre-gauche : le Centre Démocratique et Social (CDS). C'est le parti qui gagne le plus de voix par rapport aux élections de 1982, mais il ne dépasse pas les 10% de suffrages exprimés. Le Parti Réformiste Démocratique (PRD), dirigé par Miquel Roca, avait la prétention d'occuper le centre droit que le parti de Fraga et les socio-démocrates laissaient à l'abandon. Il n'obtient que 0,96% des suffrages exprimés dans toute l'Espagne.

**Tableau 1 Répartition des voix et des sièges au Parlement, 1986**

	Voix	(%)*	Sièges	(%)
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	7.601.985	37,86	163	46,57

Coalición Popular (CP)	5.247.677	26,13	105	30,00
Centro Democrático y Social (CDS)	1.838.799	9,16	19	5,43
Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC-PSOE)	1.299.733	6,47	21	6,00
Convergencia i Unió (CiU)	1.014.258	5,05	18	5,14
Izquierda Unida (IU)	768.158	3,83	6	1,71
Partido Nacionalista Vasco (PNV)	309.610	1,54	6	1,71
Herri Batasuna (HB)**	215.282	1,07	5	1,43
Unió de L'Esquerra Catalana (UEC)	123.912	0,62	1	0,29
Euskadiko Ezquerria (EE)	107.053	0,53	2	0,57
Coalición Galega (CG)	79.972	0,40	1	0,29
Partido Aragonés Regionalista (PAR)	73.004	0,36	1	0,29
Agrupaciones Independientes de Canarias (AIC)	65.664	0,33	1	0,29
Unió Valenciana (UV)	64.403	0,32	1	0,29
Total	18.809.510	93,66	350	100,00
Autres***	1.272.223	6,34		
Total des suffrages exprimés	20.081.733	100,00		

\* Calculé en proportion du total des suffrages exprimés.

\*\* Total des suffrages exprimés dans les provinces de Vizcaya, Guipúzcoa et Navarra.

\*\*\* Reste des candidatures ayant obtenu des voix mais pas de siège.

Source : Congreso de los Diputados à partir des données de la Junta Electoral Central. Ministère de l'Intérieur <http://www.congreso.es>

Izquierda Unida (IU), soutenu par le PCE en 1986, après l'échec de 1982, et composé de communistes, d'une minorité de socialistes dissidents, de républicains, d'humanistes et de carlistes, obtient 3,8% des suffrages. La *Mesa de la Unidad Comunista*, dirigée par Santiago Carrillo après son abandon du PCE, obtient 1,1% des voix. La figure de Carrillo, dirigeant communiste du PCE depuis la Guerre Civile, disparaît des rangs de l'hémicycle et une majorité de ses partisans rejoint le PSOE. Au Pays Basque, le parti de gauche nationaliste, *Herri Batasuna* (HB), obtient 5 sièges à l'Assemblée.

Les élections dans les autonomies confirment, en Andalousie, la suprématie du PSOE, qui obtient 46% des voix dans cette communauté autonome. La candidature d'Izquierda Unida (IU), représenté par Julio Anguita, alors maire de Cordoue, récolte 17% des suffrages. Ce succès permettra à Anguita de devenir peu après le secrétaire général du PCE et le coordinateur d'IU, en remplacement de Gerardo Iglesias. Les élections municipales sont une autre preuve du triomphe du PSOE, qui conserve la majorité des gouvernements locaux, et ce malgré le taux d'abstention.

Le deuxième gouvernement du PSOE est placé sous le signe de la continuité politique, avec l'avantage non négligeable que l'économie est à la hausse depuis 1985 et que la situation va perdurer jusqu'en 1992. De plus, le terrorisme perd de son intensité. Après l'échec des négociations entre le gouvernement et l'ETA en 1986, tous les partis représentés au parlement, excepté les partis basques EA et HB, signent les premiers pactes anti-terroristes en 1987 et en 1988.

La croissance économique est supérieure à la moyenne européenne et cela se traduit par une augmentation des bénéfices des entreprises ainsi qu'un meilleur recouvrement de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée), taxe mise en place en 1986, après l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Européenne. La consommation des ménages

s'améliore, le parc automobile passe de 9 à 14 millions d'unités, les infrastructures publiques augmentent, les dépenses de santé, l'un des piliers de l'Etat du Bien-être, sont multipliées par deux entre 1985 et 1990 ; les dépenses de l'éducation sont également revues à la hausse. Tous ces éléments permettent de parler d'un véritable essor espagnol. Cette manne économique ne se traduit cependant pas par une modernisation patente du système productif après la reconversion industrielle. Les investissements à caractère spéculatif atteignent des sommets, qu'une conjoncture à la hausse favorise également.

L'année que l'Espagne intègre la CEE est aussi l'année du référendum sur le maintien du pays au sein de l'OTAN dont le résultat positif est un succès pour Felipe Gonzalez et son gouvernement. Par ailleurs, 1989 couronne les efforts européens car l'Espagne préside pour la première fois le Conseil des Ministres, le socialiste espagnol Enrique Baron Crespo est élu président du Parlement européen et enfin, la monnaie espagnole, la peseta, entre dans le Système monétaire européen (SME).

En même temps, l'Espagne traversait une crise de valeurs, en partie comme résultat de l'expansion économique de la deuxième moitié des années 80 qui favorise la « cultura del pelotazo »<sup>9</sup>, l'enrichissement facile, incarnée par la réussite économique et sociale foudroyante de personnages tels que Mario Conde, les Albertos (Alberto Cortina et Alberto Alcocer), Javier de la Rosa... Ils sont présentés par certains médias comme un exemple pour les jeunes étudiants des facultés surpeuplées, notamment celles d'économie, de gestion et de droit. Mario Conde (le financier devenu directeur de Banesto en 1987, lorsque cette banque était la deuxième du pays), est le paradigme de ce modèle. Par la suite, il devra répondre de la gestion désastreuse et d'avoir creusé un trou dans les finances de l'établissement. Au cas Conde, il faudra ajouter, l'incarcération de Javier de la Rosa, le financier catalan responsable de la plus grosse affaire de détournement de fonds jamais dévoilé en Espagne, l'affaire Filesa (financement illégal du PS), la fuite de l'ex-directeur de la Guardia Civil, Luis Roldán, après avoir touché des commissions en échange de licences de travaux, l'incarcération de l'ex-gouverneur de la Banque d'Espagne, Mariano Rubio, accusé de délit d'initié.

La politique néolibérale du gouvernement favorise de manière indirecte la spéculation au détriment des entrepreneurs innovateurs de type schumpétérien. En conséquence, l'ensemble des salariés et des fonctionnaires se trouve exclu de ce cycle de croissance. La consigne du Président González : « La croissance d'abord pour mieux redistribuer ensuite » est appliquée par les ministres Miguel Boyer et Carlos Solchaga pendant les premiers gouvernements. Pour atteindre ses objectifs, cette politique nécessitait le soutien des syndicats et, tout comme lors de la reconversion industrielle, mais CCOO refuse de participer et l'UGT accepte sans conviction jusqu'en 1987. En décembre 1988, la grève générale, plus connue sous le nom de 14-D, organisée à l'appel des deux centrales paralyse l'Espagne et oblige le gouvernement à imprimer un virage social aux budgets généraux de l'Etat.

Ce mouvement social est en partie la preuve du mécontentement de la société par rapport au mode de gouvernement et montre également la capacité des syndicats à organiser pacifiquement une grève de cette ampleur. Le 14-D marque en outre le sommet du conflit entre l'UGT et le PSOE. La crise avait débuté lors du premier gouvernement socialiste et révélait plusieurs différends depuis que l'UGT avait accepté la politique d'ajustement conséquence de la reconversion industrielle ainsi que la

---

<sup>9</sup> Ce mot est très employé en Espagne pendant cette époque pour désigner la culture de l'arnaque.

modération salariale des premières années socialistes. Par la suite, les désaccords se manifestent à diverses reprises : lors des élections syndicales, l'UGT s'oppose aux gouvernements autonomes du PSOE qui décident de reporter la mise en place de la semaine de 40 heures et les 30 jours de congés annuels. La Loi sur les Pensions de 1985 est également un point de divergence entre les deux institutions. Avec l'excuse de l'incertitude quant à l'avenir de la Sécurité Sociale, les années de cotisation donnant droit à une pension passent de 10 à 15 ans. La majorité des cadres de l'UGT décide de ne pas participer à la campagne.

La grève générale du 14-D portait sur cinq revendications économiques et sociales mises de côté par le gouvernement : le maintien du pouvoir d'achat des retraités et des fonctionnaires, qui s'était vu rongé par l'augmentation des salaires par rapport à l'inflation lors de la période de crise précédente, l'élargissement de la couverture des indemnités de chômage, la mise en place de pensions modestes exonérées d'impôts et, surtout, le rejet par les syndicats du Plan d'Emploi Jeune (*Plan de Empleo Juvenil*), qui lançait sur le marché du travail un nouveau contrat, appelé par la suite « *contrato basura* ». Ce contrat était le résultat d'un accord passé entre le gouvernement et la CEOE en échange d'une diminution des charges sociales pour la centrale patronale<sup>10</sup>.

La consigne de grève fut suivie par huit millions de salariés, l'ensemble des étudiants des universités, les travailleurs indépendants, les employés de tous les secteurs, les joueurs de football, les acteurs, ... 90% de la population active se mobilisa, sans aucun incident, et ce malgré l'attitude alarmiste du gouvernement, qui avait mis en alerte et mobilisé l'intégralité des effectifs de police<sup>11</sup>.

Après cette journée exceptionnelle, le gouvernement retire le Plan de Empleo Juvenil qui avait déchaîné tant de passions. L'économie connaît une croissance record de 5% en 1988, le taux le plus élevé de tous les pays européens, ce qui permet de revaloriser les retraites d'autant et d'élargir la couverture chômage. Malgré ces mesures, le gouvernement ne modifie en rien sa politique économique.

### 3.3 Troisième gouvernement (1989-1993)

Lors des élections de 1989, les suffrages s'expriment à nouveau en faveur du PSOE, lui offrant une majorité absolue de 36,6% (176 sièges). La majorité était bien moins confortable que lors des élections précédentes puisqu'elle ne dépendait que d'un seul député. Le PSOE perd 800.000 voix, la plupart provenant d'une population urbaine, jeune et instruite.

Les autres partis, qu'ils soient de gauche ou de droite, sont à nouveau la preuve qu'ils ne constituaient pas de véritables alternatives au PSOE, et ce malgré les changements dans leur organisation, leur stratégie et leur image. Ainsi, d'un côté, la droite se présentait sous son nouveau nom de *Partido Popular* (PP) et après avoir résolu la crise qui avait secoué le parti lors des élections précédentes. Le président du gouvernement régional de Castille-Léon, José María Aznar, avait été désigné en 1989 comme le candidat à la présidence du gouvernement et il est élu président du PP lors du Xe congrès de 1990. Ce nouveau PP réformé n'obtient en 1989 que 25,6% des suffrages

---

<sup>10</sup> La grève générale a lieu quelques semaines avant que la Banque d'Espagne ne révèle que, lors de l'exercice financier précédent, les bénéfices des entreprises avaient été multipliés par quatre.

<sup>11</sup> Le gouvernement reçoit le soutien des chefs d'entreprise et de la presse. Le quotidien *El País* qualifie la grève de politique, même si, ce jour-là, on ne le trouve pas dans les kiosques. Le PSOE rend public son hostilité face au syndicalisme de classe et parle de l'anachronisme et de l'irresponsabilité de CCOO et de l'UGT.

exprimés (107 sièges), ce qui le laissait beaucoup trop loin derrière le PSOE pour se permettre de remettre en cause sa majorité absolue.

De l'autre côté, Izquierda Unida obtient plus de soutien de la part des électeurs, 9,1% des votes (17 sièges), et profite, pour la première fois, d'une partie des suffrages perdus par le PSOE. IU récupère ainsi son rang de troisième force parlementaire, à la place du CDS, le parti de Suárez, qui n'obtient pas plus de 8% des voix.

Lors des élections municipales et autonomes de 1991, la corrélation des forces est confirmée. Le Parti Socialiste perd une partie de son soutien dans les zones urbaines, et par là même environ la moitié des municipalités, dont celles de Madrid, de Valence et de Séville. Il réussit à se maintenir dans 10 communautés autonomes alors que le PP étend son influence à cinq régions, dont la Navarre. Cette communauté tombe dans l'escarcelle du PP grâce à son alliance avec l'organisation régionaliste *Unión del Pueblo Navarro* (UPN).

Au plan national, le nouveau gouvernement socialiste profite de la conjoncture économique favorable qui perdure jusqu'en 1992. La politique intérieure s'établit dans la continuité et certaines améliorations sociales sont apportées, dans les domaines de la santé, de l'éducation et des retraites. En ce qui concerne la santé, l'objectif était celui d'une « santé pour tous » et il est atteint peu avant la fin de l'année 1992, un an après que l'augmentation de la facture pharmaceutique ait fait craindre pour l'avenir du système des dépenses de santé.

Dans le domaine de l'éducation non universitaire, la *Ley Orgánica de Ordenación General del Sistema Educativo* (LOGSE) renforcera l'objectif d'un enseignement gratuit et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. En 1992, le taux de scolarisation dans les écoles maternelles, pour des enfants d'un âge compris entre 3 et 5 ans, atteint 84% et l'EGB (enseignement primaire), pour les enfants entre 6 et 13 ans, atteint 100%. L'enseignement universitaire est caractérisé pendant cette période par une multiplication des centres publics et leur implantation sur tout le territoire national. C'est ainsi que les universités accueillent un million d'étudiants et 50.000 professeurs. Le nombre de bourses est multiplié par cinq et les dépenses de l'éducation passent de 6,6 milliards d'euros en 1984 à 15,6 milliards en 1992, ce qui représentait 4,5% du PIB. Malgré tous ces efforts, l'Espagne ne parvient pas encore au niveau des pays de l'OCDE, qui dépensaient cette même année, une moyenne de 5,4% de leur PIB pour l'éducation.

En ce qui concerne la lutte contre le chômage, le troisième gouvernement du PSOE atteint des records avec un taux de chômage de plus de 23% de la population active. L'élargissement de la couverture des indemnités de chômage à 53%, la mise en application de la loi sur les pensions exonérées d'impôts et d'autres aides permettent de pallier aux conséquences de ce chômage massif. En 1992, les dépenses de la Sécurité Sociale dépassent les 49,3 milliards d'euros (par rapport à 18 milliards d'euros dix ans plus tôt).

Au plan économique, le chômage semble incompressible malgré une politique expansionniste, l'Espagne avait de grandes difficultés à réduire son taux de chômage et à se mettre au diapason des autres pays européens. La croissance économique espagnole est alimentée par de nombreux investissements en infrastructures routières et ferroviaires (citons notamment le train à grande vitesse, l'AVE), ainsi que par les dépenses publiques liées aux célébrations du V<sup>e</sup> centenaire de la découverte de l'Amérique, de l'Exposition Universelle de Séville et des Jeux Olympiques de Barcelone de 1992.

Au plan intérieur, ce troisième gouvernement socialiste doit également faire face à l'affaire des GAL, aux soupçons d'implication de hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur dans la guerre sale contre l'ETA et d'utilisation de fonds réservés. Politiquement, tous ces soupçons se soldent par la démission du Ministre de l'Intérieur, José Barrionuevo.

C'est également à cette même période qu'une série de scandales politiques voit le jour, et cela va user l'action du gouvernement du PSOE pendant la décennie des années 90. Il s'agit d'indélicatesses ou d'irrégularités économiques commises par des personnes appartenant au gouvernement ou proches du PSOE. L'affaire Juan Guerra marque le début de la valse des scandales. Juan Guerra est le frère du vice-président du gouvernement et vice-secrétaire du PSOE, Alfonso Guerra. Il est accusé, alors que son frère en est informé, d'utiliser à son propre bénéfice et à celui du parti un bureau officiel à la délégation du gouvernement andalou à Séville. Ce scandale fait bien des remous car la direction du parti socialiste, groupe majoritaire à l'Assemblée nationale, refuse de former une commission d'enquête parlementaire en marge de l'instruction judiciaire de l'affaire. Cette attitude d'obstruction mettra à mal les relations entre le gouvernement et l'opposition, notamment avec Izquierda Unida et le Parti Populaire.

L'épisode suivant dans la série des scandales politiques est l'affaire Filesa, révélée par le quotidien *El Mundo* en 1991. Dans cette affaire, certains membres du parti sont accusés d'avoir formé un ensemble de trois entreprises (Filesa, Malesa et Time Export) pour recouvrer des fonds destinés au financement du PSOE, en marge des subventions officielles reçues par le parti, comme tous les autres partis, qui dépendaient du nombre de voix et de sièges obtenus lors des élections générales<sup>12</sup>.

C'est ainsi que l'affaire Filesa révèle une opération frauduleuse qui consistait en ce que les fausses entreprises reçoivent des sommes importantes entre 1989 et 1991, en paiement de rapports (produits à la demande de certains industriels et de certains banquiers) qui ne sont pas rédigés. Les trois entreprises ne régleront jamais au Ministère des Finances les taxes correspondantes aux sommes reçues. De leur côté, les entreprises ayant demandé la production des rapports profitent de contrats publics pour des montants proches de 3 milliards d'euros. Trente-neuf personnes sont inculpées dans cette affaire; parmi elles, huit sont condamnées à des peines comprises entre onze ans de prison et six mois de détention. Le banc des accusés est alors occupé par des députés, des sénateurs, des comptables, des administrateurs et des intermédiaires.

L'affaire Ibercorp est révélée en 1992. C'était une banque dirigée par Manuel de la Concha, un ex-syndic de la Bourse de Madrid, qui est accusé d'oeuvrer en bénéfice du président de la Banque d'Espagne du moment, Mariano Rubio, au travers d'une opération boursière frauduleuse vis-à-vis de la *Comisión Nacional del Mercado de Valores* (CNMV<sup>13</sup>). Elle consistait à vendre une multitude d'actions avant la chute vertigineuse du cours de l'action d'une société dans laquelle Ibercorp possédait une participation. Ce scandale financier est l'illustration parfaite de l'influence exercée par certaines minorités, qui, du jour au lendemain, font état d'une richesse et d'un statut de *golden boys* qui les caractérisera pendant cette époque.

---

<sup>12</sup> Cette loi, promulguée en 1987, garantissait l'activité des partis, étant donné les faibles sommes que ces derniers obtenaient à partir des contributions économiques de leurs membres et les frais énormes engendrés par l'entretien des structures de ces organisations, notamment lors des campagnes électorales. Les dépenses étaient communes à tous les partis représentés au parlement, et le PSOE les avait accrues avec le référendum sur l'OTAN. Il est à noter que ce référendum ne put dépendre des subsides publics puisqu'il s'agissait d'un engagement exclusif du parti.

<sup>13</sup> Equivalent à l'Autorité des marchés financiers.

En 1991 se déclanche l'affaire des écoutes téléphoniques illégales du CESID (*Centro Superior de Información de la Defensa*, créé lors du second gouvernement de Suárez). Les conversations téléphoniques privées de nombreuses personnalités, y compris le Roi, sont enregistrées. En mars 2001, la Cour Suprême confirme le verdict rendu précédemment par l'Audience Nationale, qui condamnait sept personnes du CESID, dont de hauts responsables militaires tels que l'ancien directeur général Emilio Alonso Manglano et le responsable Juan Alberto Perote. La direction du CESID est confiée à des civils à partir de cette année-là.

L'attitude défensive du gouvernement face aux nombreux scandales, alors que la société profitait pleinement de la liberté d'information, instaure un climat de déception parmi les citoyens. L'hostilité de l'opposition parlementaire va croissant et les médias exigent constamment le retour de l'éthique en politique.

Il faut cependant signaler, en défense du parti, que le changement de conduite du socialisme espagnol du 20<sup>e</sup> siècle s'explique si l'on observe le petit nombre de membres qui resta fidèle aux idées fondatrices du PSOE. Les nouveaux membres du parti, provenant majoritairement des classes moyennes, nouveaux convertis à la socio-démocratie, transfuges d'autres organisations, grossissent les rangs des adhérents suite aux réussites électorales du parti et à la multiplication des postes à pourvoir dans les administrations, tant nationales, que régionales ou locales. Après les élections de 1979, on trouvait dans les rangs du PSOE plus de personnes élues que de membres du parti. Ce dernier passe de 5.000 adhérents en 1975 à 300.000 en 1990; ce qui explique également les situations de favoritisme, les comportements imprévus et le présidentielisme au sein de l'appareil du parti, alors que le débat interne était réduit au minimum.

Les affaires de corruption jettent de l'ombre sur le gouvernement au plan national, mais les sondages montrent que sa politique étrangère est appréciée. L'Espagne voit sa présence à l'étranger augmenter et elle sera au rendez-vous de deux grands événements d'envergure internationale. En 1992, les célébrations du V<sup>e</sup> centenaire de la découverte de l'Amérique entraînent la tenue d'une multitude de réunions de savants spécialistes de cette époque. L'Espagne renforce son image mondiale avec les Jeux Olympiques de Barcelone et l'Exposition Universelle qui se tient à la Cartuja de Séville. C'est la simultanéité des trois manifestations qui constitue un événement sans précédent dans l'histoire espagnole.

Un an avant le V<sup>e</sup> centenaire, l'Espagne avait été désignée comme le siège de la Conférence de Paix sur le Proche-Orient, à laquelle assistèrent George Bush et Michael Gorbatchev, les chefs d'Etat des Etats-Unis et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques d'alors. En 1992, l'Espagne est nommée membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les relations bilatérales avec les pays nord-africains s'intensifient et, dans ce cadre, l'Espagne signe avec le Maroc un traité solennel de bon voisinage, d'amitié et de coopération, qui ouvre la voie à de nouvelles possibilités d'échanges économiques, tout en faisant le pari de la résolution pacifique des conflits éventuels. Les troupes nord-américaines des bases de Saragosse et de Torrejón de Ardoz se retirent et celles qui restent, à Rota et Morón de la Frontera, n'installent pas d'armes nucléaires, en échange du renoncement, de la part du gouvernement espagnol, à l'interdiction du transit des armes nucléaires sur des navires nord-américains. L'Espagne soutient fermement la réunification allemande après la chute du mur de Berlin de 1989. Elle prend position aux côtés des Etats-Unis lors de la Guerre du Golfe, après avoir reconnu Israël en 1986, contrariant par ce geste les vœux d'une grande

partie du monde arabe, et notamment de l'OLP palestinienne. L'Espagne envoie trois unités de l'armée lors de l'embargo contre l'Irak décrété par l'ONU après l'invasion du Koweït et autorise les Etats-Unis à effectuer des escales techniques dans les bases andalouses pour ses bombardiers en route vers l'Arabie Saoudite. En 1991, dès le début du conflit complexe en Yougoslavie, l'Espagne intervient, en tant que membre de l'OTAN et de l'Union Européenne, en envoyant 4.000 soldats dans les Balkans.

Le spectre de la crise économique qui touche déjà l'Europe en 1991 ne tarde pas à frapper l'Espagne. Les accords de Maastricht mettent un frein sévère à l'action économique du gouvernement, tout en mettant en place les Fonds de Cohésion. En 1992, le gouvernement doit effectuer une coupe dans les prestations chômage ; le chômage, qui touche en Espagne trois millions de personnes. La nouvelle conjoncture, peu favorable, et l'opposition infatigable du PP obligent le gouvernement de Felipe González à organiser des élections générales en 1993.

### 3.4 Quatrième gouvernement (1993-1996)

Les élections de juin 1993 sont de nouveau remportées par le PSOE, mais sans majorité absolue. C'est le dernier gouvernement socialiste avant le triomphe du parti conservateur de José María Aznar et une législature particulièrement tendue.

Le PSOE obtient 39% des suffrages et 159 sièges, le PP 35% et 141 sièges, Izquierda Unida 9,6% des voix et 18 sièges. Le CDS n'obtient que 400.000 voix et perd sa représentation parlementaire. La modération idéologique du PP lui a permis de capter l'électorat du centre. En ce qui concerne le PSOE, il est à noter que, malgré les scandales liés à la corruption de la législature précédente, le parti ne perd pas beaucoup de sa popularité. Trois juges liés à la plus prestigieuse association professionnelle (*Justicia Democrática*) font partie des candidats à l'élection sous la bannière socialiste : Ventura Mariño, Juan Alberto Belloch et Baltasar Garzón. Cette action démontre l'intention de Felipe González de faire face, de l'intérieur, à la corruption.

Le groupe ne possède pas la majorité absolue à l'assemblée, mais il s'allie avec les nationalistes catalans de *Convergencia i Unió*, la coalition dirigée par Jordi Pujol (Président de la Generalitat de Catalunya), décidée à apporter son soutien au gouvernement dans le cadre du parlement. Aucun de ses membres ne fait partie du gouvernement socialiste, il contribue uniquement, selon l'expression de Pujol, à la gouvernance du pays.

Les affaires de corruption perdurent pendant cette législature. Le banquier Mario Conde et le financier Javier de la Rosa sont les acteurs de scandales à caractère économique-financier. Mario Conde, était le président de la banque Banesto. Il est destitué suite à l'intervention de la Banque d'Espagne dans les affaires de l'institution en 1993. En 2000, Conde sera jugé pour escroquerie et emprisonné. Il devra laisser hors de sa cellule son titre de Docteur Honoris Causa octroyé par l'Université Complutense de Madrid en 1993, lors d'une cérémonie présidée par le Roi et à laquelle avaient assisté des banquiers, des chefs d'entreprises, les médias et des directeurs de journaux. Dans le cas de Javier de la Rosa, ce dernier est également accusé d'escroquerie dans le cadre d'une entreprise catalane (Gran Tibidabo), ainsi que de détournement de fonds en sa qualité de représentant d'un grand groupe d'investisseurs arabes en Espagne (le groupe KIO). Il est enfin considéré comme le responsable dans une autre affaire espagnole (Torrás). Lorsque cette société s'est trouvée en suspension de paiements, des milliers d'employés ont perdu leur moyen de subsistance. En sus des accusations d'escroquerie et de détournement de fonds, De la Rosa sera également accusé d'appropriation indue,

de falsification de documents et d'irrégularités de gestion. Il sera jugé pour toutes ces accusations et emprisonné en 1994.

Les affaires de corruption impliquant des membres de l'équipe gouvernementale sont récurrentes pendant cette période. On trouve, entre autres, le cas de Luis Roldán. Luis Roldán était à l'époque des faits le directeur de la Guardia Civil. Il se sert des fonds réservés du Ministère de l'Intérieur, sommes prévues pour le paiement des informateurs de la police, il profite aussi des commissions exigées aux entreprises du bâtiment qui effectuaient des travaux pour la Guardia Civil. En 1994, Roldán s'enfuit d'Espagne et il est recherché pendant un an. Ensuite, il sera jugé et condamné à 28 ans de réclusion criminelle et à une amende de 9,6 millions d'euros, une somme astronomique qui ne représente cependant que le tiers de la fortune qu'il avait accumulée illégalement, et qui avait été déposée sur des comptes bancaires hors de l'Espagne. La fuite de Roldán entraîne la démission du Ministre de l'Intérieur, Antonio Asunción, qui avait succédé à Barrionuevo.

Il y a également une autre affaire similaire, même si elle n'est pas aussi spectaculaire : l'affaire Ollero. Un scandale lié à la délinquance et à l'utilisation à des fins personnelles de sa fonction de Directeur Général des Travaux publics de la région Andalousie (*Junta de Andalucía*). Ollero avait bénéficié alors de commissions payées par des entreprises du bâtiment pendant la phase préparatoire de l'Expo 92.

Par ailleurs, le dossier des GAL avait déjà été ouvert lors d'une autre législature. Des personnages des hautes sphères du ministère de l'Intérieur avaient été accusés d'irrégularités et d'abus politico-policiers, avec, de nouveau, l'utilisation frauduleuse des fonds réservés du ministère de l'Intérieur. Citons ici le cas Amedo et Domínguez, qui avaient été jugés précédemment et condamnés à des dizaines d'années de détention en tant que seuls responsables du lancement de la guerre sale contre l'ETA. Ils décident par la suite, après une promesse de remise de peine non tenue, de faire porter la responsabilité de la guerre sale aux plus hautes autorités du ministère de l'Intérieur.

Le second grand scandale lié à la guerre sale contre l'ETA se déclare en mars 1995. Il s'agit de l'affaire Lasa et Zabala, les noms des deux etarras (activistes basques) enlevés en France en 1983 et qui sont considérés comme disparus, jusqu'à la réapparition de leurs corps à Alicante en 1985. La responsabilité des faits retombe sur la caserne de Guardia Civil d'Intxaurrondo (province de Guipúzcoa), dirigée à l'époque par le Colonel Enrique Rodríguez Galindo. En 2000, le jugement rendu lors du procès pour enlèvement et assassinat condamne Galindo, un lieutenant colonel, deux gardes civils et l'ancien gouverneur civil de la province de Guipúzcoa, Julen Elgorriaga, à des peines comprises entre 67 et 71 ans de prison.

Le PSOE paiera le prix de tous ces scandales de corruption lors des élections municipales et régionales organisées pendant cette législature. En 1996, lors des élections de mars, après une décennie de tentatives avortées, le PP parvient enfin à triompher et à prendre les rênes de l'Etat en mains à la place du PSOE, même s'il ne jouit pas de la majorité absolue.

Malgré les erreurs impardonnables commises dans les domaines politiques et judiciaires, le bilan de l'ère socialiste est celui de la modernisation sans précédent de l'économie espagnole. Le nombre d'agriculteurs avait diminué à moins de un million d'actifs ; des infrastructures de niveau comparable à la moyenne européenne avaient été construites ; il y avait en 1996 trois fois plus d'automobiles en circulation que vingt ans auparavant ; les laboratoires universitaires abritaient plus du double de chercheurs, en majorité des jeunes, qu'en 1982. Tous ces progrès signifient un effort des dépenses

publiques inconnu jusqu'alors en Espagne. Il était proche, sans pour autant l'atteindre, de l'effort réalisé par les pays européens les plus avancés lors du quart de siècle compris entre les années 60 et 90.

## 4 LE GOUVERNEMENT POPULAIRE (1996-2000)

Même si le taux de participation est élevé (78% des inscrits), le parti populaire gagne par une courte tête. Le PP obtient 38,3% des voix et 156 sièges, contre 37,7% des voix et 141 sièges pour le PSOE. Izquierda Unida, de son côté, obtient 10,6% des suffrages et 21 sièges. La différence en nombre de bulletins entre les populaires et les socialistes est minime : 300.000 votes de plus pour le PP, le PSOE ayant conservé 9,4 millions d'électeurs.

Une courte défaite pour le PSOE qui oblige le parti d'Aznar à s'allier avec d'autres partis pour pouvoir être investi au pouvoir. Il faut noter que les populaires se situent aux antipodes idéologiques de la conception de l'Etat des Autonomies, étant donné leur attachement au nationalisme espagnol. Dans ces circonstances, il sera particulièrement difficile d'attirer les catalanistes<sup>14</sup>.

D'après Ruiz (2002), le PP transmettait une certaine sérénité et son message allait finir par passer dans la société espagnole. Cependant, une partie des citoyens, le centre et la gauche, ne lui faisait pas totalement confiance dans son rôle de garant de la démocratie. En 1999, à la fin de la législature, Mariano Rajoy évoquait la mise en place du gouvernement de la gauche démocratique mais quelques jours après, le PP refusera, à l'Assemblée, de condamner le soulèvement militaire de juillet 1936 et se démarquera par cette initiative du reste des groupes parlementaires.

Cependant, grâce aux accords passés avec les partis CIU, PNV et Coalición Canaria à l'Assemblée, le gouvernement Aznar devient un gouvernement centriste et modéré, et cultive l'ambition d'effectuer un séjour prolongé à la tête de l'Etat. Le parti se présente comme une droite modernisée et européenne et Aznar se trouve lui-même en pleine mutation ; il essaie de faire oublier son passé de phalangiste ainsi que son mot d'ordre d'abstention lors du référendum constitutionnel.

Avec l'aide de la conjoncture économique favorable débutée en 1995, le gouvernement d'Aznar parvient à respecter des objectifs d'importance, tels que, par exemple, les critères de convergences du Traité de Maastricht. Ceci lui permet de faire partie dès le mois de mai 1998 du groupe des 11 pays de l'Union Européenne à adopter l'euro, la monnaie unique prévue en remplacement de la pesète et des autres devises nationales à partir de 2002. La manne économique lui permet de diminuer les impôts, en parfait accord avec la pratique du modèle néo-libéral capitaliste. Et ce, sans pour autant renoncer aux politiques sociales mises en place par les gouvernements socialistes. Ces bons résultats lui permettent de faire mentir les prévisions de l'opposition, notamment celles des socialistes et d'Izquierda Unida.

En 1995, Aznar sort indemne d'un attentat perpétré par l'ETA, et c'est l'une des raisons qui pousse le gouvernement à mettre l'accent sur la lutte antiterroriste. Le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, remporte quelques succès lors des

---

<sup>14</sup> N'oublions pas l'insulte des populaires « Pujol le nain, parle castillan ! » reprise par des jeunes madrilènes du PP lors de la soirée électorale, avant la publication définitive des résultats. Cette manifestation hostile est observée en direct par des milliers de téléspectateurs. Selon certains médias qui lui étaient favorables, tels que le quotidien *El Mundo*, l'euphorie initiale se transformera en victoire amère.

interventions de la police ou dans le cadre du renforcement des relations avec la France, au détriment des négociations avec l'ETA<sup>15</sup>. Pendant son mandat, Ortega Lara, un fonctionnaire de prison qui avait été séquestré dans une cache pendant 523 jours, est libéré. C'est cependant pendant la même période que Miguel Ángel Blanco, un jeune conseiller municipal du PP d'Ermua (province de Guipúzcoa), est enlevé puis assassiné de sang froid, en représailles au refus du gouvernement de céder aux exigences de l'ETA. La vive émotion de la population entraîne une mobilisation active au Pays Basque, qui exprime publiquement son refus du terrorisme.

L'Esprit d'Ermua est à l'origine d'organisations pacifistes telles que "Basta ya"<sup>16</sup>, dont le but est de défendre la coexistence démocratique contre la violence. Ces initiatives prouvent la faiblesse du soutien reçu par le nationalisme gauchiste lors de l'incarcération de 23 membres du Bureau National d'Herri Batasuna fin 1997. Contrairement à certains pronostics, cette situation n'entraîne aucune réaction au Pays Basque et tout semblait indiquer que l'ETA vivait ses dernières heures ; un fait confirmé par une trêve longue de 14 mois.

Il est vrai que, pendant le gouvernement d'Aznar, 135 prisonniers de l'ETA seront transférés dans des prisons du Pays Basque et que l'on libère 207 des 535 membres de l'organisation qui se trouvaient alors derrière les barreaux. En contrepartie, le gouvernement encourage aux Cortes l'adoption d'une Loi de Solidarité avec les Victimes du terrorisme, à laquelle l'Etat apporte une contribution de 30 millions d'euros.

En matière de politique économique, Aznar libéralise le marché du gaz, l'électricité et le pétrole. Il privatise certaines entreprises publiques à forte rentabilité afin de réduire le déficit public et de respecter les critères de convergences de l'Union européenne. En ce qui concerne la politique de santé, les populaires voulaient privatiser le système national de santé en adoptant le système des fondations hospitalières. Une décision facilitée par le fait que les dépenses publiques de santé étaient en forte augmentation ; ceci étant dû à la fois à l'espérance de vie élevée des Espagnols, ainsi qu'à la couverture de la totalité de la population en matière de santé.

La mode de la privatisation se matérialise jusque dans les universités, où le gouvernement d'Aznar encourage la création de centres universitaires de l'Eglise<sup>17</sup>. Par la suite, et à d'autres niveaux d'enseignement, il y aura une tentative de réforme des matières appelées des Humanités afin de revenir au modèle traditionnel. Le motif invoqué était la discrimination supposée dont avaient été victimes les matières d'histoire de l'Espagne et le castillan -la langue espagnole- dans les Communautés autonomes. A la suite de cet événement, Esperanza Aguirre, la ministre de l'Education, doit démissionner.

Le gouvernement Aznar se penche avec attention sur la Sécurité sociale ainsi que sur les questions socio-laborales. Dans le cas de la Sécurité sociale, le PP réaffirme son engagement de veiller à la pérennité du système public de retraites; engagement qu'il avait signé à Tolède en 1995, avant d'arriver au pouvoir, avec l'ensemble des

---

<sup>15</sup> Différence linguistique de taille entre le français et l'espagnol en référence à l'ETA. Le français le qualifie « d'organisation séparatiste basque », alors que l'espagnol la traite de « banda terrorista » (groupe terroriste).

<sup>16</sup> « Basta ya » pourrait se traduire par « Ça suffit ». L'organisation est toujours active et jouit d'une certaine reconnaissance sur la scène internationale. Elle a reçu, entre autres, le prix Sakharov du parlement européen en 2000.

<sup>17</sup> Rappelons les universités quelque peu insolites proposées par les évêques d'Avila et de Murcie, qui souhaitaient organiser des études sans avoir tenu compte des rapports du conseil des Universités à cet égard.

partis parlementaires. En ce qui concerne la réforme du travail, dès 1996, Aznar décide d'ouvrir le dialogue avec les dirigeants des CCOO et de l'UGT par el biais de réunions. Un an après, les négociations menées par les plus hauts représentants de ces syndicats ainsi que de la CEOE avec le ministre du Travail et des Affaires sociales se concluent par la signature d'un accord en faveur de l'engagement stable des employés, en échange de la diminution des indemnisations dues par les chefs d'entreprises en cas de licenciement. Cette initiative permet une relation sereine entre le gouvernement et les syndicats, ce qui représentait un changement par rapport aux tensions existantes avec les différents gouvernements socialistes, et ce même avant la grève générale du 14-D.

Le gouvernement conservateur parvient ainsi à moderniser les relations de travail par la voie de la concertation. Les accords sont positifs et les fermetures décidées par les patrons ou les conflits sociaux diminuent, alors que les emplois stables sont en augmentation. Tout ceci bénéficie également de la conjoncture économique à la hausse et de la diminution du chômage, qui passe de 23 à 15% de la population active. Les inscriptions à la sécurité sociale passent de 12,5 millions en 1996 à 15,6 millions de personnes en 2000. Parmi les nouveaux affiliés, les immigrants, d'un côté ceux en provenance de la communauté européenne commencent à prendre de l'ampleur, et de l'autre côté, le non communautaires dont leur suprématie numérique est remarquable et en progression rapide, principalement d'origine africaine ou d'Amérique du sud, ils que représentent le début du phénomène de l'immigration en Espagne.

Le PP adopte en 1997 une nouvelle loi qui fixe à 65 ans l'âge de la retraite obligatoire, à 15 annuités le minimum requis pour y avoir les droits et le calcul du montant sera basé sur les 9 dernières années de carrière. La revalorisation automatique des pensions, conformément à l'évolution de l'indice des prix, constitue l'une des mesures les plus populaires parmi ce segment de la population, qui représente alors environ 7 millions de personnes. La mesure sera également profitable pour le gouvernement, étant donné que l'inflation est au plus bas et alignée sur celle des pays les plus prospères de l'Union Européenne.

En matière militaire, le premier gouvernement du PP doit faire face à l'intégration de l'Espagne au sein de l'OTAN ainsi qu'aux dernières heures du service militaire obligatoire (« *la mili* ») suite à la professionnalisation des armées. L'accord du Parlement avait décidé de la disparition du service militaire pour 2003, mais le gouvernement l'avance à 2001. L'antimilitarisme ambiant et l'augmentation de la désobéissance civile étaient résolus. Quant aux rares insoumis encore sous les verrous, ils sont libérés et les procès en cours abandonnés.

La politique étrangère est une politique de continuité et en lien avec les obligations militaires découlant de l'entrée de l'Espagne au sein de l'OTAN et de son intégration totale décidée par Aznar en 1997. L'identification avec la politique des Etats-Unis est cependant plus importante, et l'attitude pro-atlantique se développe encore davantage lors de la législature suivante<sup>18</sup>.

Dans el cadre de ses relations avec l'Amérique latine, Aznar prend ses distances par rapport au Cuba de Fidel Castro; ces différends seront résolus par la suite en 1999, lors du Sommet Ibéro-américain auquel le Roi participera. Il y a eu également quelques différends avec le Chili suite à l'arrestation de l'ancien dictateur Augusto Pinochet à

---

<sup>18</sup> Notons que le gouvernement d'Aznar s'aligne explicitement sur les positions des Etats-Unis et de la Grande Bretagne lors de la guerre contre l'Irak sans avoir pris la peine de consulter les Cortes au préalable.

Londres et à la demande d'extradition vers l'Espagne formulée par le juge Baltasar Garzón, qui souhaitait le voir répondre à Madrid des délits de génocide, de torture et de disparition de personnes après le renversement sanglant du président Allende en septembre 1973. Sous le gouvernement d'Aznar, la droite démocratique espagnole avait l'occasion de briser sa tradition isolationniste et de se convertir à l'interventionnisme à caractère militaire à l'étranger. Cette mission fut sa contribution la plus importante à la présence de l'Espagne démocratique dans le monde.

Aznar gouvernait dans une grande cohésion de parti et de ministères, la conjoncture économique était favorable et ses initiatives ne laissaient guère d'espoir au PSOE quant à une alternance. Les socialistes traversaient une grave crise de direction qui avait des conséquences sur le travail en tant que parti d'opposition. Felipe González abandonna le poste de secrétaire général en 1997 et son successeur, Joaquín Almunia, deux fois ministre, est remis en cause par les bases du parti. Il décide alors d'organiser des élections primaires en 1998 et il est battu à la candidature au poste de président du gouvernement par un autre ancien ministre, José Borrell. Les élections ne résolvent cependant pas les problèmes et Borrell doit renoncer à la candidature en 1999. La situation est extrêmement confuse, voire obscure. Almunia reprend les rênes du parti et se présente contre Aznar lors des élections de 2000. Elles seront un échec pour le PSOE. En 2000, lors d'un congrès extraordinaire, José Luis Rodríguez Zapatero est élu nouveau secrétaire général du parti. La nouvelle direction sera encore marquée par les séquelles judiciaires des anciens scandales de corruption, car c'est à cette époque que les jugements sont rendus dans les affaires Filesa, GAL et Roldán.

Le gouvernement du PP privatise 43 sociétés du secteur public (qui étaient déjà en partie privatisées), pour une valeur de plus de 25 milliards d'euros et la perte d'environ 60.000 emplois. Parmi elles, on peut citer Telefónica (les télécommunications), Endesa (l'électricité), Argentaria (la banque), Repsol (le pétrole), Tabacalera (les tabacs). Les privatisations avaient une portée double : ils permettaient de respecter les critères de convergence de l'Union Européenne, mais ils donnaient également au PP la possibilité de constituer un groupe de communication connexe. En effet, certaines des sociétés privatisées décident d'investir dans certains médias (la télévision Antena 3, la radio Onda Cero, le quotidien El Mundo), avec une tendance certaine à favoriser l'image du gouvernement d'Aznar. L'opposition affaiblie dénonce le procédé de favoritisme politique que le gouvernement avait utilisé lors des privatisations et plus d'une centaine de plaintes pour corruption sont déposées. Elles allaient du paiement du maire de Léon avec des fonds municipaux au financement illégal du PP, détournement de fonds en provenance de l'Union Européenne et de l'INEM<sup>19</sup>, adjudication frauduleuse de places dans des concours publiques.

Le plus grand scandale est celui du lin. Sa culture était subventionnée par l'UE dans les années 90 et d'une surface de 186 hectares en 1993, elle passe à 91.400 en 1998, et les subventions de 23 à 60 millions d'euros. Après la découverte de la fraude, la surface cultivée diminue pour revenir à 1.000 hectares lors des campagnes suivantes. Les bénéficiaires des subventions sont à la fois des membres des familles des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, avec la ministre Loyola de Palacio à sa tête, ainsi que des propriétaires terriens, parmi lesquels on retrouvait Mario Conde, la Duchesse d'Albe et Juan Abelló.

---

<sup>19</sup> L'équivalent de l'ANPE en France.

Une autre affaire de corruption verra le jour pendant le second gouvernement du PP : l'affaire Piqué. Ministre de l'Industrie, il est accusé des délits de détournement d'actifs, d'appropriation indue et de fraude fiscale. Il est également impliqué dans la vente, en 1991, au groupe pétrolier français Elf d'une entreprise appelée Ercros dans laquelle il travaillait.

En 2000, l'opinion publique se focalise sur l'explosion de xénophobie à El Ejido (province d'Almería). La ville, pleine d'immigrants, est dirigée par un maire du parti populaire qui s'avère incapable de prévenir et d'enrayer la crise. Les élections qui ont lieu le mois suivant ce conflit racial redonnent la victoire au PP, mais, cette fois-ci, le groupe obtient la majorité absolue avec 10,3 millions de voix.

Pendant ces quatre années, le gouvernement populaire remporte des succès en matière de politique économique, socio-laborale et antiterroriste. Cependant, les secteurs de la justice, de l'environnement, l'éducation ainsi que l'innovation ne parviennent à atteindre le niveau moyen européen promis par le PP. Aux finances, le ministre Rodrigo Rato ne respecte pas ses promesses de baisse des impôts malgré l'annonce d'une diminution de 56 à 40% dans la plus haute tranche, qui ne descend pas en deçà de 48%. Le Plan Hydrologique prévu n'a pas non plus été adopté, ni la gratuité des frais pharmaceutiques à la charge de la sécurité sociale. Bien au contraire, environ 800 médicaments sont rayés des financements publics. Le nombre de postes des hauts fonctionnaires de l'Etat, contrairement aux promesses, ne diminue pas. Et également, la dette du groupe de communication public (RTVE), n'a pas pu être épongée, pendant ces quatre années la dette est multipliée par deux, dépassant les 3 milliards d'euros.

La fin de la législature est marquée par les attentats du 14 mars 2004. Alors que tous les sondages donnaient le PP comme favoris, celui-ci a pâti de sa gestion de la crise déclenchée par les attentats et contre toute attente, les socialistes remportent les élections. L'ensemble des enquêtes d'opinion donnait, une semaine avant les élections le Parti populaire vainqueur, il devançait le Parti socialiste 10 points dans les intentions de vote.

Cependant, les attentats qui ont eu lieu quelques jours avant le vote étaient l'attaque terroriste la plus meurtrière qu'ait connu l'Espagne. Le jeudi 11 mars, dix bombes ont explosé à Madrid à quelques minutes d'intervalle dans quatre trains de banlieue faisant des centaines de morts et des milliers de blessés. Dès l'annonce de ces attentats, toutes les formations politiques ont décidé de mettre fin à la campagne électorale et un deuil national de trois jours a été proclamé dans le pays.

Les attentats terroristes ont eu un impact significatif sur le résultat des élections législatives. La participation a ainsi été particulièrement élevée, 77,21%, soit sept points de plus que lors du précédent scrutin du 12 mars 2000. Cette participation élevée a bénéficié aux socialistes. Il faut signaler également que près de deux millions de jeunes étaient appelés pour la première fois aux urnes pour ces élections législatives, des primo votants qui ont aussi fait pencher la balance en faveur des socialistes.

Les circonstances avaient provoqué un choc dans l'opinion, et il a été reproché au ministre de l'Intérieur, Angel Acebes, d'avoir immédiatement mis en avant la responsabilité de l'organisation terroriste basque ETA dans ces crimes et d'avoir persisté dans cette thèse alors que des indices convergents orientaient les enquêteurs vers la piste des réseaux islamistes. De même, l'ensemble du gouvernement a été accusé de manquer de transparence et de multiplier les déclarations ambiguës. Si l'ETA avait démenti sa responsabilité dans les attentats et Al Qaïda revendiqué le crime une première fois par un communiqué et une seconde dans une vidéo, le chef de file du Parti

populaire, Mariano Rajoy et la ministre des Affaires étrangères, Ana Palacio, continuaient d'affirmer qu'ETA était derrière les attentats.

Par ailleurs, des millions d'Espagnols se sont retrouvés dans les rues des principales villes du pays pour rendre hommage aux victimes et célébrer leur unité face au terrorisme et ensuite pour exiger du gouvernement l'entière vérité sur les auteurs des attentats.

Mais le renversement populaire peut avoir une autre lecture qui consiste à considérer les attentats comme le catalyseur du changement politique et non comme sa cause unique. Il faut en effet noter que jamais depuis la transition post-franquiste la démocratie espagnole n'avait connu un tel niveau de participation (les 77% de participation en mars 2004 et les records de 1977 et 1982 : 79% et 80%) et que le parti populaire avait subi dans ces années de gouvernement l'usure du pouvoir qui a pu changer le sens du résultat des élections.

## 5 LE NOUVEAU SOCIALISME ESPAGNOL

José Luis Rodríguez Zapatero était le candidat du PSOE à la présidence du gouvernement lors des élections générales de 2004. Il est donné perdant par les sondages dans la plupart des médias, lorsque les attentats à Madrid du 11 mars 2004 surviennent, trois jours avant les élections. La gestion de la crise par le gouvernement de José María Aznar mobilise les militants et sympathisants de gauche contre le parti au pouvoir, et fait basculer les indécis. Cependant, il faut souligner que Zapatero reçoit également le soutien d'un électorat mécontent de la guerre en Irak et de l'alignement avec les politiques du président George W. Bush, du contrôle gouvernemental de la radio et de télévision publiques, ainsi que de la gestion par le gouvernement du naufrage du pétrolier Prestige, qualifié de la plus grande « catastrophe » environnementale de l'histoire d'Espagne. D'autres critères ont également participé à la mobilisation de l'électorat : la polémique autour des familles des militaires décédés lors du crash de l'avion militaire Yak-43, l'opposition à la réforme du marché de travail, la montée des prix des logements ou encore l'affrontement avec les gouvernements des régions à forte personnalité comme le Pays Basque et la Catalogne.

Sans obtenir la majorité absolue, Zapatero doit compter au parlement sur l'appui des autres deux partis qui composaient déjà avec les socialistes au gouvernement catalan : Izquierda Unida et l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, « Gauche républicaine de Catalogne », indépendantiste).

**Tableau 2 Répartition des voix et des sièges au Parlement, 2004**

	Voix	(%)*	Sièges	(%)
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	11.026.163	43,27	164	46,86
Partido Popular (PP)	9.635.491	37,81	146	41,71
Convergencia i Unió (C i U)	835.471	3,28	10	2,86
ezquerra Republicana de Catalunya (ERC)	652.196	2,56	8	2,29
Euzko Alderdi Jeltzalea-Partido Nacionalista Vasco (EAJ-PNV)	420.980	1,65	7	2,00
Coalición Canaria (CC)	235.221	0,92	3	0,86
Izquierda Unida (IU)	801.821	3,15	2	0,57
Iniciativa Per Catalunya Verds- Esquerra Unida I Alternativa (ICV-EUIA)	234.790	0,92	2	0,57

Bloque Nacionalista Galego (BNG)	208.688	0,82	2	0,57
Unión del Pueblo Navarro-Partido Popular (UPN-PP)	127.653	0,50	2	0,57
Coalición Esquerra Unida País Valencia-Izquierda Republicana (ENTESA)	123.611	0,49	1	0,29
Chunta Aragonesista (CHA)	94.252	0,37	1	0,29
Eusko Alkartasuna (EA)	80.905	0,32	1	0,29
Coalición Nafarroa Bai (NA-BAI)	61.045	0,24	1	0,29
Total	24.538.287	96,29	350	100,00
Otros**	945.217	3,71		
<i>Total voix</i>	<i>25.483.504</i>	<i>100,00</i>		

Source : Congreso de los Diputados à partir des données de la Junta Electoral Central. Ministère de l'Intérieur. <http://www.congreso.es>

## 5.1 Le gouvernement de Zapatero

Les deux premières décisions de J. L Rodriguez Zapatero ont montré aux Espagnols la nouvelle direction de l'action du gouvernement : d'abord, Zapatero constituera un gouvernement paritaire (8 femmes et 8 hommes) et, ensuite, le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Cette dernière action marque la distance par rapport au gouvernement précédent.

Par ailleurs, les deux premières années du gouvernement Zapatero ont été marquées par de réformes importantes.

D'abord, la légalisation du mariage homosexuel (suivant l'exemple des Pays-Bas, de la Belgique, et du Canada) avec droit à l'adoption, une nouvelle régularisation massive d'immigrés clandestins, la réduction dans les écoles du poids de la religion, l'offre d'un dialogue visant à en finir avec le terrorisme basque de l'ETA, une « Alliance des civilisations » entre Occident et le monde musulman, l'appui au néonationalisme catalan dans un projet fédéraliste de refonte des autonomies régionales et la création d'une commission interministérielle pour élaborer, par respect à la « mémoire historique », un projet de loi rendant justice aux victimes du franquisme (ouverture de fosses communes de la Guerre civile, révision des procès de républicains condamnés, indemnisation des familles de fusillés, blessés et emprisonnés). Par ailleurs, le gouvernement de Zapatero a mis en place une politique de protection des femmes en faisant voter une loi visant à la protection des femmes face aux violences conjugales.

En ce qui concerne, la reconnaissance d'autres formes de mariage, elle a été menée en se heurtant à une partie de la droite espagnole et à l'Église catholique. Ainsi, le Code civil espagnol spécifie actuellement que le mariage implique « les mêmes obligations et les mêmes effets que les personnes concernées soient de même sexe ou de sexe différent ». La nouvelle loi garantit les mêmes droits juridiques et sociaux aux couples homosexuels mariés qu'aux couples hétérosexuels, que ce soit en termes d'héritage, de divorce, de perception de pensions, d'accès à la nationalité et d'adoption d'enfants<sup>20</sup>.

<sup>20</sup> Le projet de loi rencontre l'opposition non seulement de l'Église catholique et du Parti populaire mais aussi des Églises protestantes, orthodoxes et des organisations représentatives juives. Peu de temps après le vote de la chambre basse, les maires conservateurs de Valladolid, Ávila, Burgos, León et une dizaine de localités plus modestes affirmèrent qu'ils ne marieraient pas les homosexuels et qu'ils refuseraient de déléguer à d'autres responsables

La réforme de l'éducation a été une autre cible de la politique du gouvernement socialiste et elle a aussi trouvé une forte contestation. Plus de cinq cent mille personnes ont défilé dans la rue à l'appel de la confédération catholique des parents d'élèves (Concapa) et de l'opposition du PP, protestant contre la réforme des cours de religion catholique. En fait, dans la LOE (loi organique de l'enseignement), deux aspects du texte étaient contestés par l'épiscopat espagnol : d'une part le fait que les 1 400 collèges *concertados* (semi-privés), à 70% catholiques, mais financés par l'État, devront obéir au même régime que les établissements publics, sans pouvoir sélectionner leurs élèves; d'autre part, et surtout, le gel d'une loi votée sous la législature précédente, qui rendait le cours de religion obligatoire à l'école et décisif pour l'accès aux classes supérieures et universitaires.

Concernant la politique d'intégration des immigrés, le gouvernement a procédé à une régularisation massive des immigrés clandestins en dépit de la désapprobation de plusieurs pays européens comme le Royaume-Uni et la France qui ont opté pour des politiques différentes en la matière. Actuellement, le ministère des Affaires sociales prépare un plan stratégique de la citoyenneté et l'intégration pour répondre au défi de l'immigration.

La récupération de la « mémoire historique » faisait également partie des initiatives de ce gouvernement. Trente ans après la mort de Franco, un projet de loi sur a été déposé au parlement, consistant notamment à indemniser toutes les victimes de la guerre civile et de la dictature, ainsi que déposer dans des lieux plus convenable les dépouilles des exécutés se trouvant encore dans des fosses communes.

Le gouvernement a demandé à cette occasion que tous les écussons et blasons franquistes soient retirés des établissements publics, que la toponymie des villes soit revue et que les monuments glorifiant cette époque soient déboulonnés ou reconvertis. Un quart de siècle après la Transition démocratique, l'Espagne est prête à aborder sa mémoire historique. Selon un sondage du quotidien *El Mundo*, 41,3% des Espagnols estimerait en 2005 que le gouvernement « rouvre les blessures du passé », contre 25% croyant au contraire que la politique gouvernementale contribuera à l'effacement définitif des rancœurs. Un tiers des interrogés ne se prononce pas.

Les autres chantiers du gouvernement socialiste : le soutien à la réforme du Statut de la Catalogne et l'ouverture d'une voie pour la paix dans le Pays Basque, représentent de vrais défis. Mais l'obtention d'une trêve dans les actions de l'ETA, pour permettre le processus de paix, a été marquée, d'abord, par des actions coercitives du groupe terroriste en Euskadi et en Navarre et, ensuite, par les événements du 30 décembre 2006. A cette date, l'ETA a rompu le dialogue avec un attentat qui a coûté deux vies humaines et a détruit la terminale 4 de l'aéroport de Madrid-Barajas.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alonso Pérez, Matilde y Furió Blasco, Elies (2004): *L'Espagne contemporaine. Une approche socio-économique*, Ellypses, Paris.
- Badosa Pagès, Juan (2005): “La adhesión de España a la CEE”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 99-106.
- Fuentes Quintana, Enrique (2005): “De los Pactos de la Moncloa a la entrada en la Comunidad Económica Europea (1977-1986)”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 39- 71.
- Fusi, Juan Pablo (1999): *Un siglo de España. La cultura*, Marcial Pons, Barcelona.
- Gomà, Ricard y Subitats, Joan (coords.), (1998): *Políticas públicas en España. Contenidos, redes de actores y niveles de gobierno*, Ariel, Barcelona.
- González, Juan Jesús y Requena, Miguel (eds.) (2005): *Tres décadas de cambio social en España*, Alianza, Madrid.
- Guindos Jurado, Luis de (2005): “La política económica española en la zona euro. La importancia de las reformas económicas”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 115-123.
- Hirschman, A.O (1973): *Desarrollo y América Latina*, FCE, México.
- Martín Acebes, Ángel (2005): “La estrategia de apoyo a la internacionalización de la empresa en un mundo globalizado”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 407-421.
- Mejía Gómez, Pedro (2005): “La internacionalización de la economía española: retos del sector exterior y de la política comercial”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 379-395.
- Merry del Val y Díez de Rivera, Fernando (2005): “La economía española y el Estado de las Autonomías”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 85-98.
- Nadal Belda, Alberto (2005): “La competitividad de la economía española”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 435-450.
- Navarro, Vicenç (2006): *El subdesarrollo social en España. Causas y consecuencias*, Anagrama, Barcelona.
- Pérez Fernández, Pedro (2005): “La integración económica de España en la Unión Europea (1986-1995)”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 107-114.
- Pérez-Serrano, Mabel (1999): “La Transición con nombres de mujer”, Dirección General de la Mujer, *1898-1998 Un siglo avanzando hacia la igualdad de las mujeres*, Madrid, Dirección General de la Mujer, pp 251-275.
- Pôrtero, Florentino (ed.) (2003): *La política exterior de España en el siglo XX*, Dossier, Ayer, Asociación de Historia Contemporánea, Marcial Pons Editorial de Historia, nº 49, pp 11-220.
- Rebollo, Alfonso (2001): *La estructura del consumo en España*, Ministerio de Sanidad y Consumo, Madrid.

Ruiz, David (2002): *La España democrática (1975-2000). Política y sociedad*, Síntesis, Madrid.

Tamames Gómez, Ramón (2005): “La autarquía española y las rémoras posteriores para el crecimiento económico posterior”, *ICE, 75 años de política económica española*, nº 826, noviembre, pp 13-24.

Témime, E., Broder. A. et Chastagneret, G. (1979): *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Aubier, Paris.

Vernon, R. (1973). *Soberanía en peligro*. Fondo de Cultura Económica. México

MAP - EFB - CBC